



Compte 2020

Rapport d'analyse

Rapport établi en application de l'article 89 de la Loi Organique du 08.07.1976

Thibaut Stevens
Directeur Financier
Le 1er juin 2021.

1. Contexte et tendances générales

L'exercice 2020 du CPAS a été marqué par les effets de la crise sanitaire COVID-19 et s'inscrit dans le cadre d'une apparente stabilisation de la problématique sociale, déjà sous forte tension, en particulier dans les années 2013-2018.

Nature de l'aide/an	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Intégration sociale	1030	1060	1212	1316	1407	1466	1576	1647	1699	1742
Equivalent Intégration sociale <i>DOUBLON DIS ERI</i>	227	206	196	184	156	148	154	158	145	140
Autres aides sociales <i>ILA</i>	4	12	8	16	20	17	22	25	17	13
Totaux	468	483	572	584	743	885	1116	1230	1295	1294
<i>ILA</i>	41	37	39	46	46	88	173	162	93	76
Evolution	1.725	1.749	1.980	2.084	2.306	2.499	2.846	3.035	3.139	3.176

Sources : Tableau croisé dynamique données NHSocial (2011-2016) / E.O.S. (2017-20)

Ce tableau mesure l'évolution du nombre de personnes ayant bénéficié, au moins une fois dans l'année, soit du revenu d'intégration, soit de l'aide sociale équivalente, soit uniquement et à l'exclusion des deux types d'aides précédemment cités, d'une autre aide sociale (Frais médicaux, paiement factures ...)

Le nombre de bénéficiaires du **revenu d'intégration** augmente de + 2,5%, le nombre de bénéficiaires de **l'aide sociale équivalente** au revenu d'intégration diminue légèrement et le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale reste stable.

Ces évolutions doivent être fortement nuancées :

- le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration (ou équivalent) affiché dans le tableau ne présente pas de lien avec la durée de l'aide. Les montants payés en 2020 dépassent de loin les sommes payées en 2019, ce qui laisse à penser que les personnes sont en moyenne dépendantes de l'aide pour une durée plus longue que par le passé ;
- le confinement de la population dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19 a porté un coup de frein aux nouvelles demandes d'aide pendant quelques mois. Les effets de ce décalage dans le temps seront sensibles dans les statistiques de 2021, en particulier quant à l'aide sociale ;
- de nombreuses aides ont été payées dans le cadre des différents subsides COVID-19 dont le CPAS a bénéficié. Toutes ces aides n'ont pas fait l'objet d'un dossier social encodé dans le logiciel EOS et ne figurent pas dans les statistiques.

En termes d'aide sociale, le tableau présente donc une sous-estimation du nombre de personnes aidées durant l'année 2020.

2. Synthèse du compte

Le compte 2019 du CPAS se clôture par un **déficit global de 56.321,86€**.

Il s'agit d'un résultat cumulé tenant compte tant des opérations relatives à l'exercice propre de 2020 ainsi que de celles relatives aux exercices antérieurs.

Ce résultat se décompose comme suit :

- résultat comptable de l'exercice 2020 (droits constatés 2020 – engagements 2020) : - 57.026,29 € ;
- le solde comptable cumulé des exercices antérieurs à 2019 : + 84.927,04€;
- le solde des opérations relatives aux exercices antérieurs (crédits abandonnés – recettes irrécouvrables) : + 331.214,05€
- la dotation supplémentaire au fonds pour créances aléatoires : -415.436,66€ (=majoration de la dotation au fonds, donc impact négatif).

L'analyse comprise dans les pages suivantes apporte des éclaircissements relatifs aux évolutions financières qui ont caractérisé l'exercice 2020.

Nous attirons votre attention sur le fait que la notion de « résultat » telle qu'utilisée ci-dessus a trait au résultat global du CPAS qui donne lieu à un correctif budgétaire et, mécaniquement, à un ajustement (en plus ou en moins) de la dotation communale pour un montant équivalent.

Ce résultat couvre en réalité deux notions :

- un résultat comptable, qui découle entre autre de la différence entre les aides payées et le pourcentage d'intervention de l'état dans le financement de ces aides (entre 70% et 100%, selon les cas) ;
- un résultat de trésorerie, entre autre via l'alimentation d'une provision pour créances aléatoires (ou une reprise de celle-ci). Celle-ci vient en diminution (resp. majoration) du résultat du compte et augmente (resp. diminue) la dotation communale sans pour autant éteindre les créances en question.

Dans les pages qui suivent, la notion de « résultat » utilisée a trait au résultat du CPAS à **l'exclusion de la variation du fonds pour créances aléatoires**.

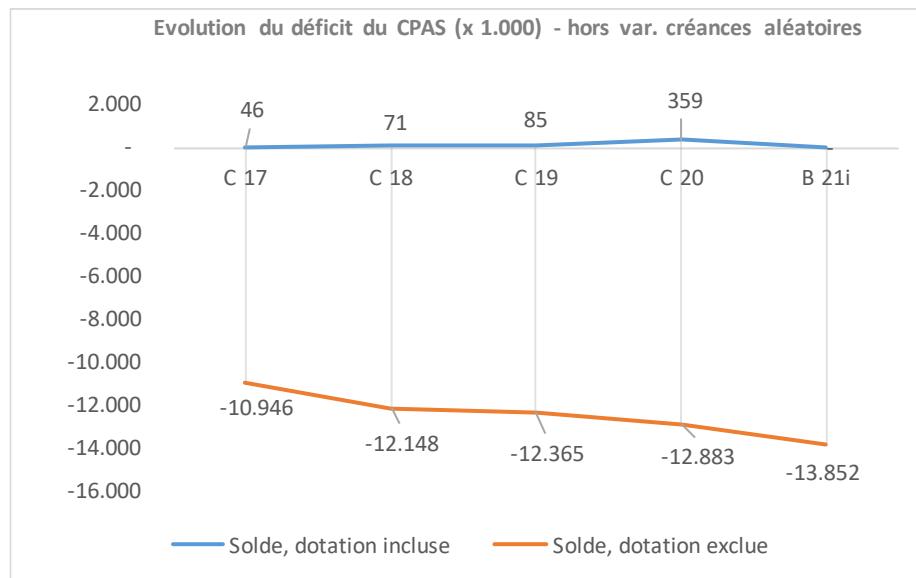
Une remarque quant à la lecture des tableaux : les colonnes « % » en rouge indiquent un taux de croissance annuel moyen sur la période 2017/2020 alors que la colonne « % 19-20 » indique l'augmentation proportionnelle du montant en question entre les comptes 2019 et 2020.

3. Synthèse générale

3.1. Evolution du résultat du CPAS

Le boni du compte s'élève à 359.114,80€. Il s'agit du septième excédent budgétaire successif après l'important déficit enregistré en 2013.

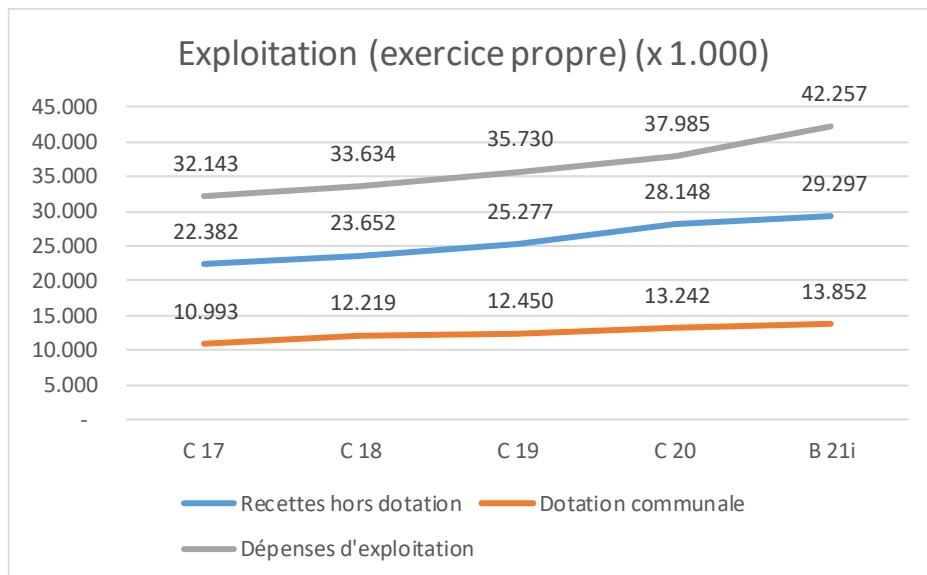
Si l'on **exclut la dotation communale**, le déficit du CPAS se creuse par rapport à 2019, passant de 12,36 millions € à 12,88 millions €. L'impact du résultat favorable du compte 2019, tant sur la dotation communale que sur le résultat reporté et intégré au compte 2019 du CPAS est surcompensé par l'augmentation des charges de l'aide sociale et de personnel qui se manifestent depuis 2016 ainsi que des surcoûts engendrés par la crise sanitaire (en ce compris l'effet indirect de Wolu-Facilities). Ces phénomènes ont nécessité, courant 2020, plusieurs modifications budgétaires entraînant une majoration de la dotation communale de 738.660,40€.



	C 17	C 18	C 19	C 20	B 21i
Exploitation	-9.759	-10.428	-10.182	-10.636	-12.062
Investissement	-1.233	-1.721	-2.184	-2.247	-1.790
Solde	-10.993	-12.148	-12.365	-12.883	-13.852

3.2. Evolution du budget d'exploitation

L'écart entre les recettes et les dépenses d'exploitation se creuse depuis de nombreuses années mais semble se résorber en 2020. Hors dotation communale, cet écart s'élevait à 9,761 millions € au compte 2017 pour s'élever à 10,453 millions € en 2019 et retomber à 9,837 millions € en 2020.



	C 17	C 18	C 19	C 20	%	% 19-20	B 21i
Ecart R/D d'exploitation	1.231	2.237	1.997	3.405	40,4%	70,5%	892
Ecart excl. dotation	-9.761	-9.982	-10.453	-9.837	0,3%	-5,9%	-12.960

La résorption en 2020 de l'écart entre les recettes et les dépenses est imputable aux nombreux subsides dont le CPAS a bénéficié dans le cadre de la crise COVID-19. Notez qu'une partie de ces subsides doit couvrir des dépenses sociales en 2021 également. Le chiffre de 2020 est donc flatté de +/- 1,6 millions €.

3.3. Evolution des recettes d'exploitation (exercice propre, hors F.I. et prélèvements) x 1.000

	C 17	C 18	C 19	C 20	%	% 19-20	B 21i
Prestations	3.556	3.373	3.668	3.676	1,1%	0,2%	4.723
Dotation communale	10.993	12.219	12.450	13.242	6,4%	6,4%	13.852
FSAS	466	506	550	921	25,5%	67,4%	597
Autres transferts	18.284	19.695	20.981	23.472	8,7%	11,9%	23.898
Produits financiers	75	77	77	78	1,3%	1,0%	79
Total	33.374	35.871	37.727	41.390	7,4%	9,7%	43.149
Total hors dotation	22.382	23.652	25.277	28.148	7,9%	11,4%	29.297

Hors dotation communale, les recettes enregistrent une croissance de 11,4% par rapport au compte 2019. La majeure partie de cette croissance s'explique par l'augmentation des 'autres transferts', parmi lesquels les interventions de l'Etat dans le paiement du RIS et les subsides perçus dans le cadre de la crise sanitaire. Ces subsides perçus en 2020 couvrent en grande partie des dépenses qui seront étaillées sur les exercices 2020 et 2021. A cette fin, un montant de +/- 1,6 millions € a été versé en fonds de réserve. Si l'on fait abstraction de ce montant, les « autres transferts » n'augmentent que de 4,7% en 2020, parallèlement aux dépenses d'aide sociale non subsidiées (dans le cadre du COVID-19, s'entend).

Certains de ces subsides perçus viennent en compensation de la chute des recettes de facturation des services (recettes de prestation). Les lits et places inoccupés à la maison de repos et à la Colline, ainsi que la baisse des heures prestées par le SAD ont été en grande partie compensés par des subsides d'IrisCare. Cette chute de recettes est également partiellement compensée par une forte croissance des repas livrés à domicile dès mars 2020, ainsi que par un phénomène exceptionnel : la récupération auprès d'ERASME du financement fédéral de l'hôpital, datant des années 2013-14 et enfin liquidés par le SPF Santé Publique (205.000€). Si l'on exclut ce montant des statistiques, les recettes de prestations chutent de 5,4% en 2020.

La dotation communale a été majorée de +/- 738.000€ par voie de modification budgétaire afin d'absorber les surcoûts liés à la gestion de la crise sanitaire et qui ne sont pas couverts par des subsides, parmi lesquels les recrutements temporaires et les surcoûts enregistrés par Wolu-Facilities qui viennent, par ricochet, s'inscrire dans le budget d'exploitation du CPAS.

3.4. Evolution des dépenses d'exploitation (exercice propre, hors F.I. et prélèvements) x 1.000

	C 17	C 18	C 19	C 20	%	% 19-20	B 21i
Personnel	12.022	12.339	13.033	13.659	4,3%	4,8%	15.382
Fonctionnement	4.898	5.104	5.271	5.302	2,7%	0,6%	5.843
Redistribution	14.771	15.755	16.959	18.568	7,9%	9,5%	20.566
Charges financières	452	436	467	456	0,3%	-2,4%	466
Total	32.143	33.634	35.730	37.985	5,7%	6,3%	42.257

Les charges de personnel augmentent sensiblement en 2020 (+ 4,8%) suite aux nombreux recrutements temporaires qui se sont avérés nécessaires afin de gérer l'impact des mesures sanitaires imposées par les autorités, entre autres par rapport à la maison de repos.

La légère croissance des charges de fonctionnement résulte de l'effet conjugué de deux tendances opposées :

- une forte croissance des approvisionnements, tant en volume (achats de masques, de gel, de tenues de protection,...) qu'en prix (plusieurs fournisseurs ont revu à la hausse les prix de vente des biens et marchandises en pénurie pendant la crise) ;
- la diminution de plusieurs achats en conséquence de la fermeture temporaire des services des institutions (la cafétéria et la Colline, par exemple) et de l'arrêt total de certaines activités (excursions des ESS, formations professionnelles)

La croissance des dépenses de redistribution est très largement imputable à la croissance des aides sociales : + 760.000€ de dépenses de RIS et + 480.000€ de dépenses d'aide sociale « COVID » en liquide et en nature. Notons finalement le remboursement à l'Etat d'un montant de +/- 427.000€ suite au dernier contrôle effectué par le SPP-IS.

3.5. Dépenses nettes par fonction

La différence entre les dépenses et les recettes d'exploitation, par fonction budgétaire, donne un aperçu du 'solde net à financer' (via la dotation communale) par domaine d'action du CPAS. Les phénomènes décrits ci-dessus ont évidemment une influence sur le coût net des services.

	C 17	C 18	C 19	C 20	%	% 19-20	B 21i
Administration générale	2.237	2.619	2.464	2.430	2,8%	-1,4%	2.943
Patrimoine privé	14	-69	-68	-60	-264,7%	-11,6%	-60
Services généraux	100	72	160	62	-14,6%	-61,1%	363
Aide sociale	4.462	4.479	5.592	6.570	13,8%	17,5%	6.853
Maisons de repos	2.740	2.348	2.227	2.442	-3,8%	9,6%	2.103
Centre de services communs	72	115	53	-15	-159,5%	-128,6%	114
ILA	29	-26	-5	-36	-206,7%	612,3%	1
Aides familiales & seniors	642	589	450	377	-16,3%	-16,2%	588
Repas à domicile	117	138	125	192	18,0%	53,4%	218
IP/emplois d'insertion	431	469	634	792	22,5%	24,9%	293
Médiation de dettes	43	43	-3	-13	-166,4%	349,2%	18
Maisons cure/convalescence	74	55	51	47	-13,9%	-7,2%	44
Logements personnes âgées	28	7	22	33	6,0%	54,2%	11
Hôpital en liquidation	-155	53	95	-110	-10,8%	-215,4%	99

(*) recettes et dépenses générales, FSAS, avances, pensions alimentaires et COVID-19 non reprises dans le tableau

Ce tableau appelle quelques commentaires particuliers:

- La baisse du coût net de la fonction **administration générale** est d'ordre purement technique et liée à une modification de la facturation interne.
- Le coût net de la fonction « **Aide Sociale** » est impacté par l'augmentation des charges salariales (+ 300.000€), en plus de la hausse du coût net du RIS et de l'amende du SPP ;

- Le déficit de la fonction « **maisons de repos** » augmente sensiblement suite à la croissance des frais spécifiques au COVID (produits pharmaceutiques, gel, alcool, masques, recrutements temporaires, frais d'intérim). La chute des recettes facturées (-193.000€) est presque intégralement compensée par le subside COVID d'Irisicare;
- Paradoxalement, la **Colline** devient bénéficiaire : les frais de personnel chutent suite à la longue absence de membres du personnel. Un subside COVID spécifique compense la chute des recettes de facturation suite à la fermeture de l'établissement pendant plusieurs mois.
- Le déficit du service des **aides familiales** se résorbe suite à la hausse du financement Irisicare et à la compensation « COVID » des heures non prestées.
- Les **repas à domicile** enregistrent un coût net en forte croissance : le nombre de repas livrés a fortement augmenté depuis mars 2020, mais les barèmes de tarification sont nettement inférieurs au coût de production des repas par Wolu-Facilities (et donc au prix facturé au CPAS) ;
- L'**IP** (en ce compris les charges d'emploi d'insertion) enregistre un déficit en forte croissance, lié d'une part à la comptabilisation correcte des charges sociales et d'autre part, par le fait que depuis l'éclatement de la crise, la majorité des emplois d'insertion dans le secteur privé ont été suspendus. Les frais fixes, quant à eux, sont restés ;
- La **médiation de dettes** reste légèrement excédentaire grâce à la forte subsidiation de ce service.
- Notons, finalement, que la fonction « **Hôpital en liquidation** » est « bénéficiaire » suite à l'enregistrement du remboursement par ERASME du financement fédéral qui revient encore au HRG pour la période 2013-14 et qui n'a été libéré par le SPF Santé Publique qu'en 2020.

3.6. La variation du fonds pour créances aléatoires

Les CPAS sont légalement tenus de constituer une provision pour les créances aléatoires. En effet, au fil du temps –ou selon la nature des créances concernées- le recouvrement de certaines créances devient très incertain. La constitution d'une provision ad hoc vient augmenter la dotation communale et est à considérer comme une avance de trésorerie de la part de la commune, permettant au CPAS d'assurer son fonctionnement correct dans l'attente du recouvrement de la créance. Le recouvrement futur d'une telle créance viendra alors diminuer la provision constituée au préalable et ainsi diminuer la dotation communale.

Le montant total de la provision s'élève à 1.948.304,31€ et se décompose comme suit :

- 808.238,47€ concernent les créances de plus de cinq ans qui doivent être provisionnées à 100% ;
- 151.813,95€ concernent le solde des créances qui font l'objet d'un remboursement échelonné et qui doivent également être provisionnées à 100% ;
- 0€ concernent le solde des créances sur des entreprises en faillite et qui doivent également être provisionnées à 100% ;
- 24.905,22€ concernent des créances en remboursement des avances datant de plus de 3 ans et qui doivent être provisionnées à 100% ;
- 963.346,67€ concernent la provision à concurrence de 10% des créances datant de moins de 5 ans.

A la clôture du compte 2019, une provision de 1.532.867,65€ avait déjà été constituée, il y a donc lieu d'acter **une dotation complémentaire au fonds de 415.436,66 €** pour 2020, à enregistrer au budget 2021.

Notez que l'augmentation conséquente de la dotation au fonds pour créances aléatoires est largement imputable aux phénomènes suivants :

- Le « coup de frein » que la crise sanitaire a porté à la gestion du contentieux et qui diminue fortement le recouvrement des créances de l'exercice même, ainsi que le nombre de dossiers de recouvrement arrivés à maturité (assignation/irrécouvrable). Ce phénomène est développé plus loin, dans le chapitre consacré à la trésorerie ;
- Les subsides COVID-19, nouvelles en 2020, qui n'ont pas été entièrement perçues dans le courant de l'exercice (et provisionnés à concurrence de 10%) ;
- Des retards de perception quant à certains flux financiers en provenance de l'administration communale : l'augmentation de la dotation communale suite à la modification budgétaire 1, le solde du subside 'revalorisation barémique' de 2019, le subside 'prime unique COVID'. Globalement, des recettes de plus d'un million € ont ainsi été provisionnés à raison de 10%, via le fonds pour créances aléatoires.

3.7. Les investissements et le financement des investissements

En 2020, les dépenses d'investissement pures s'élèvent à presque 1 million € et sont financées au moyen de nouveaux emprunts (480.000€) et par des prélèvements. Le principal investissement concerne la transformation de la maison Chaussée de Roodebeek en bureaux et logements. Ces travaux sont financés au moyen du legs De Ryck et de subsides octroyés précédemment par le FRBRTC (opérations de prélèvement).

3.8. La dette

La dette à long terme du CPAS a diminué en 2020 (-7,06%) et ce pour la quatrième année consécutive: le montant d'emprunts remboursés est supérieur à celui des nouveaux emprunts conclus.

Les remboursements d'emprunts et les charges d'intérêt augmentent légèrement ; le stock de dette diminue et le CPAS continue de bénéficier de l'évolution favorable des taux et de l'absence de recours aux avances de trésorerie. Par contre, les charges de l'emprunt structuré relatif à l'absorption du déficit de clôture de l'HRG, peu coûteux depuis 2014, commencent à augmenter en fonction du tableau d'amortissement progressif du prêt.

Le coût moyen de la dette reste stable à 2,50%.

	C 17	C 18	C 19	C 20	%	% 19-20
Dette long terme à charge du CPAS	21.026.179,61	20.252.508,08	19.092.415,48	17.727.637,58	-5,53%	-7,15%
Dette d'investissement à C.T. à charge du CPAS						
Remboursement périodique des emprunts	481.967,08	473.381,25	542.684,32	520.796,56	2,62%	-4,03%
Remboursement anticipé d'emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00		
Amortissement d'emprunts						
venant à échéance l'ex. suivant	1.531.618,23	1.641.227,74	1.663.082,51	1.790.334,65	5,34%	7,65%
Intérêt des emprunts	160.531,45	142.384,88	140.723,14	125.758,69	-7,82%	-10,63%
Dette totale du CPAS au 31.12	21.508.146,69	20.725.889,33	19.635.099,80	18.248.434,14	-5,33%	-7,06%
Charges financières payées	452.143,41	436.450,22	466.971,80	455.968,57	0,28%	-2,36%
Coût moyen de la dette	2,10%	2,11%	2,38%	2,50%		

3.9. La constitution de provisions pour risques et charges

Le résultat comptable de l'exercice inclut de nombreuses opérations de prélèvement, à savoir l'utilisation de la majeure partie du legs De Ryck pour financer les travaux dans le bâtiment de la Chaussée de Roodebeek, l'affectation sur l'exercice du financement octroyé par le FRBRTC (dont la partie non utilisée avait été comptabilisée en fonds de réserve par le passé), ainsi que, pour 1,6 millions €, la partie des subsides COVID perçue en 2020 mais dont l'utilisation aura lieu en 2021. Le rapport du groupe technique contient plus de précisions à ce sujet.

Une provision ancienne, relative à des régularisations de charges relatives à l'HRG a été transformée en « provision PIIS/paiements suspendus ».

Par le passé déjà, le CPAS a constitué annuellement une provision pour risques et charges, à charge du boni de l'exercice, pour autant qu'il y en avait un.

Ces provisions sont entre autres destinées à absorber l'effet de futures régularisations du SPP Intégration Sociale. En effet, la migration de logiciels sociaux et comptables de 2017 a permis d'identifier un montant historique considérable de paiements de RIS/ERIS 'suspendus' (dans l'attente de la fourniture de pièces justificatives par l'usager et des retraits d'aide qui n'ont pas encore été actés par le CSSS). Ces lignes de paiement non exécutées ont, par l'automatisme des logiciels, été déclarées au SPP comme étant payées. Dans le cas d'un contrôle par le SPP, ces montants sont susceptibles d'être réclamés avec un coefficient multiplicateur.

Le même risque se pose quant aux PIIS conclus (et financés par l'Etat) mais qui ne sont pas suivis selon le rythme imposé par la législation.

Dans la mesure où la pratique des 'paiements suspendus' s'est poursuivie au-delà de 2017 encore –mais dans une moindre mesure- et que les conditions pour considérer le subside PIIS comme acquis ne sont toujours pas réunies, le CPAS pourra utiliser les provisions en question comme 'tampon financier' afin d'assurer la **neutralité budgétaire des remboursements à effectuer et, par conséquent, leur neutralité sur la dotation communale** lorsque l'Etat appellera à une régularisation des montants indument perçus.

4. Comparatif budget / compte

Il est intéressant de déterminer le taux de réalisation du budget (initial, resp. modifié), en particulier dans un contexte où, par exemple, les dépenses d'aide sociale au sens large dépendent d'événements non maîtrisables, qui apparaissent en cours d'exercice.

Les tableaux repris ci-dessous illustrent la difficulté qu'a éprouvé le CPAS à recalibrer, en cours d'exercice, les prévisions budgétaires établies en début d'exercice par rapport à une réalité instable suite à la crise sanitaire.

Pour la grande majorité des fonctions, le budget de **dépenses** modifié a été exécuté à 90% ou plus. A la fonction « autres », signalons le recours nettement moins important que prévu aux mécanismes d'avances par les usagers. Quant à la fonction « COVID-19 », nous avons enregistré un appel à certaines aides en nature plus faible que prévu. Ce qui augmente le montant à affecter en 2021 étant donné que la majorité des subsides en question couvrent les deux exercices.

Dépenses: taux de réalisation	Budget initial 2020	Budget modifié 2020	Compte 2020	% init	% mod
Administration générale	4.167.043	4.106.253	4.108.710	98,6%	100,1%
Patrimoine privé	22.376	18.291	16.304	72,9%	89,1%
Services généraux	652.755	542.696	501.416	76,8%	92,4%
Aide sociale	21.228.069	22.132.427	21.326.876	100,5%	96,4%
Maisons de repos	8.857.742	9.205.209	8.535.616	96,4%	92,7%
Centre de services communs	402.245	337.254	291.804	72,5%	86,5%
ILA	462.841	771.539	439.865	95,0%	57,0%
Aides familiales & seniors	1.649.183	1.656.123	1.549.493	94,0%	93,6%
Repas à domicile	226.738	292.029	290.423	128,1%	99,4%
IP/emplois d'insertion	2.006.660	1.454.440	1.172.214	58,4%	80,6%
Médiation de dettes	299.964	281.330	264.212	88,1%	93,9%
Maisons cure/convalescence	77.979	80.654	46.948	60,2%	58,2%
Logements personnes âgées	332.265	359.839	301.061	90,6%	83,7%
COVID-19	0	1.264.151	669.202		52,9%
Autres (*)	811.032	533.130	291.031	35,9%	54,6%
Total dépenses, FI incl.	41.196.891	43.035.366	39.805.174	96,6%	92,5%

(*) recettes et dépenses générales, avances, pensions alimentaires, hôpital en liquidation, G 98

Globalement, le taux de réalisation des **recettes** s'élève à près de 100% du budget modifié.

Les taux de réalisation supérieurs à 100% sont enregistrés sur des fonctions dont le degré de subvention COVID-19 a été précisé après la dernière modification budgétaire ou pour lesquelles les subsides se sont avérés plus conséquents que prévu.

Recettes: taux de réalisation	Budget initial 2020	Budget modifié 2020	Compte 2020	% init	% mod
Administration générale	1.575.872	1.570.934	1.665.474	105,7%	106,0%
Patrimoine privé	77.260	77.260	76.776	99,4%	99,4%
Services généraux	534.610	547.084	439.130	82,1%	80,3%
Aide sociale	15.348.445	15.343.929	14.656.241	95,5%	95,5%
Maisons de repos	6.225.590	6.692.720	5.913.242	95,0%	88,4%
Centre de services communs	288.727	238.079	180.083	62,4%	75,6%
ILA	406.411	468.571	475.462	117,0%	101,5%
Aides familiales & seniors	1.108.297	1.030.539	1.163.433	105,0%	112,9%
Repas à domicile	77.578	101.679	98.663	127,2%	97,0%
IP/emplois d'insertion	1.757.492	1.059.391	380.043	21,6%	35,9%
Médiation de dettes	259.102	274.906	276.912	106,9%	100,7%
Maisons cure/convalescence	0	333	0		
Logements personnes âgées	317.289	273.050	267.754	84,4%	98,1%
COVID-19	0	1.870.916	2.600.729		139,0%
Autres (*)	14.418.949	15.286.916	15.016.362	104,1%	98,2%
Total recettes, FI incl.	42.395.622	44.836.308	43.210.302	101,9%	96,4%

(*) recettes et dépenses générales, FSAS, avances, pensions alimentaires, hôpital en liquidation, G 98

5. La trésorerie du CPAS

5.1. Degré de réalisation des engagements de dépenses en décaissements

Le tableau suivant illustre dans quelle mesure les engagements de dépenses ont donné lieu à un décaissement de la part du CPAS.

Le taux global de réalisation des dépenses à l'exercice propre est de 94,4%. Cela implique que 5,6% des dépenses engagées à l'exercice propre seront soldées dans le courant de l'exercice suivant.

La politique de paiement des factures à leur échéance a été poursuivie avec rigueur durant l'exercice 2020 malgré l'impact déstabilisant de la crise COVID-19. Par ailleurs, le CPAS continue de bénéficier de 60 jours de délai de paiement sur les factures de Wolu-Facilities. Ce délai explique les taux de réalisation de ou inférieurs à 90% à la maison de repos et aux repas à domicile, où les factures de nettoyage et de livraison de repas sont les plus importantes.

Dép: engagements/paiements	Engagements '20	Paiements '20	%
Dépenses générales	90.746	88.071	97,1%
Administration générale incl. G98	4.108.710	4.029.802	98,1%
Patrimoine privé	16.304	14.376	88,2%
Services généraux	501.416	489.067	97,5%
Fonds d'énergie	23.380	23.380	100,0%
Avances	51.461	43.414	84,4%
Aide sociale	21.326.876	20.341.433	95,4%
Maisons de repos	8.535.616	7.613.510	89,2%
Centre de services communs	291.804	281.015	96,3%
ILA	439.865	416.415	94,7%
Aides familiales & seniors	1.549.493	1.534.142	99,0%
Repas à domicile	290.423	199.136	68,6%
IP/emplois d'insertion	1.172.214	1.160.884	99,0%
Médiation de dettes	264.212	263.431	99,7%
Maisons cure/convalescence	46.948	46.948	100,0%
Logements personnes âgées	301.061	291.827	96,9%
Hôpital en liquidation	125.444	125.444	100,0%
Total dépenses, FI incl.	39.135.972	36.962.294	94,4%
Exercices clos	3.480.033	1.896.244	54,5%

La mise en perspective historique du taux de réalisation des dépenses engagées fait état d'une grande stabilité: en règle générale, 93 à 94% des dépenses engagées sont soldées dans le courant de l'exercice même.

5.2. Degré de réalisation des droits constatés nets en recouvrements

Le tableau illustrant le degré de recouvrement des droits à la recette présente une image assez similaire: 83,8% des recettes constatées sont effectivement recouvrées dans le courant de l'exercice.

Rec: D.C.N. /recouvrements	Droits constatés '20	Recouvrements '20	%
Recettes générales	14.095.663	13.472.953	95,6%
FSAS	597.185	597.185	100,0%
Administration générale incl. G98	1.665.455	1.341.880	80,6%
Patrimoine privé	76.776	76.743	100,0%
Services généraux	439.130	436.653	99,4%
Fonds d'énergie	23.380	11.690	50,0%
Avances	51.461	10.535	20,5%
Aide sociale	14.656.241	11.011.416	75,1%
Maisons de repos	5.913.242	4.675.583	79,1%
Centre de services communs	180.083	120.295	66,8%
ILA	488.751	368.797	75,5%
Aides familiales & seniors	1.163.433	942.175	81,0%
Repas à domicile	98.291	74.387	75,7%
IP/emplois d'insertion	380.043	260.874	68,6%
Médiation de dettes	276.912	251.868	91,0%
Maisons cure/convalescence	0	0	
Logements personnes âgées	267.754	198.350	74,1%
COVID-19	2.600.729	2.320.693	89,2%
Hôpital en liquidation	235.383	47.115	20,0%
Total recettes, FI incl.	43.209.911	36.219.192	83,8%
Exercices clos	7.797.526	4.644.583	59,6%

A remarquer qu'un le taux de recouvrement à l'exercice propre de +/- 80% est relativement normal, car il s'explique par les délais de remboursement ou de paiement de la part des différentes autorités et par les bénéficiaires des aides :

- la facturation par les institutions du mois de novembre n'est reçue par les clients que courant décembre et les paiements s'étalent sur plusieurs semaines. La facturation de décembre s'effectue, quant à elle, en début d'exercice suivant;
- les créances sur mutuelles, les avances sur prestations sociales, le remboursement du RIS par l'Etat,... n'interviennent que plusieurs semaines après la transmission d'états de recouvrement de la part du CPAS (ce qui, logiquement, donne lieu à un 'déficit' de recouvrement sur les créances de fin d'exercice).

Dans la pratique donc, et le constat vaut pour de nombreux champs d'activité, les dépenses interviennent bien avant le recouvrement des recettes.

La mise en perspective historique démontre la difficulté pour le CPAS de recouvrer certaines recettes, en particulier les droits constatés relatifs aux exercices clos. Le pourcentage de récupération des créances sur exercices clos chute en 2020 suite au « gel » des poursuites de différentes natures imposées par les gouvernements et de la longue interruption dans le fonctionnement des tribunaux dans le courant de l'année. Des dossiers de contentieux qui seraient arrivés à maturité dans le courant de l'année (assignation ou irrécouvrable) ont été reportés dans le temps.

Pour certaines fonctions, le taux de recouvrement est majoritairement lié à la rapidité de liquidation des subsides par les pouvoirs subventionnants.

C'est particulièrement le cas pour **l'aide sociale**, où suite au traditionnel épuisement prématûré de son budget, l'Etat ne paie plus son intervention dans le RIS/ERIS depuis novembre/décembre. Par ailleurs, l'augmentation de l'octroi d'aides sociales remboursables conduit en général à la mise en place de plans de paiement qui s'étalent sur plusieurs années.

Pointons plusieurs taux de recouvrement qui s'avèrent nettement plus faibles en 2020 en raison de la crise sanitaire: maison de repos, la Colline, aides familiales. Le nombre nettement plus important de décès intervenus en 2020 augmente les récupérations compliquées des dernières factures auprès des familles ou des héritiers. Par ailleurs, certains bénéficiaires sont confrontés à des difficultés de paiement liées aux charges imprévues qu'ils ont à supporter par ailleurs (produits d'hygiène/protection, médicaments,...).

Recettes: droits constatés nets/recouvrements	C 17	C 18	C 19	C 20
Recettes générales	98,4%	98,0%	98,2%	95,6%
FSAS	61,2%	67,8%	100,0%	100,0%
Administration générale incl. G98	66,1%	79,5%	89,5%	80,6%
Patrimoine privé	100,0%	99,8%	100,0%	100,0%
Services généraux	100,0%	99,0%	99,6%	99,4%
Fonds d'énergie	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%
Avances	71,8%	42,6%	58,3%	20,5%
Aide sociale	86,7%	75,7%	76,7%	75,1%
Maisons de repos	84,7%	83,4%	82,9%	79,1%
Centre de services communs	72,6%	72,5%	71,6%	66,8%
ILA	70,8%	68,0%	71,1%	75,5%
Aides familiales & seniors	92,8%	94,6%	90,2%	81,0%
Repas à domicile	83,7%	86,5%	76,1%	75,7%
IP/emplois d'insertion	67,0%	81,6%	63,5%	68,6%
Médiation de dettes	90,3%	90,2%	68,8%	91,0%
Maisons cure/convalescence				
Logements personnes âgées	68,4%	66,4%	52,2%	74,1%
Total recettes, FI incl.	88,9%	85,2%	85,9%	83,8%
Exercices clos	64,9%	57,7%	69,1%	59,6%

(*) recettes et dépenses de la fonction 8729 Hôpital en liquidation non repris

5.3. Mise en perspective de l'encaissement de créances au remboursement échelonné

Le tableau suivant illustre l'impact de la gestion de la crise COVID-19 sur la récupération de certaines créances auprès des usagers. Il s'agit des **dettes que les usagers remboursent de manière échelonnée dans le temps**, en général en fonction d'un **plan de paiement** ou suite à l'intervention d'un huissier de justice.

Le recouvrement des créances (ou leur mise en irrécouvrable) a connu en 2020 un coup de frein significatif.

La colonne « millésime » indique l'exercice de « naissance » de la dette dans le chef de l'usager. Le tableau reprend l'évolution du solde de ces créances par « âge », pour les exercices de 2017 à 2020. Les trois dernières colonnes indiquent quel pourcentage de la créance est effectivement récupérée dans l'exercice (ou, à défaut, mis en irrécouvrable).

Le volume total de créances « anciennes » à récupérer est relativement stable (+/- 1,3 millions €)... jusqu'en 2020.

En 2019 déjà, l'on constate une forte croissance des droits à la recette qui ne sont pas encaissées l'année même (chiffres en rouge gras). Ce phénomène s'accentue en 2020.

Le taux de récupération des créances sur l'année précédente –les créances les plus moins compliquées à recouvrer- chute de 50% à 36% en 2020.

Un même constat vaut pour les créances sur l'exercice-3 où le taux de recouvrement/irrécouvrable chute de 27% en 2019 à 12% cette année. Or, il faut compter +/- 3 ans pour qu'un dossier en contentieux arrive à maturité (2 rappels + mise en demeure + assignation éventuelle).

Millésime	Solde 2017	Solde 2018	Solde 2019	Solde 2020	Tx récup 17-18	Tx récup 18-19	Tx récup 19-20
1980	16.183	16.183	16.183	16.183	0%	0%	0%
2001	843	843	843	807	0%	0%	4%
2002	2.455	125	5	5	95%	96%	0%
2003	0	0	0	0			
2004	3.358	3.358	3.357	2.537	0%	0%	24%
2005	9.868	5.057	4.631	4.228	49%	8%	9%
2006	7.895	7.695	6.532	6.532	3%	15%	0%
2007	16.705	11.654	9.820	9.591	30%	16%	2%
2008	49.995	44.628	39.244	35.370	11%	12%	10%
2009	35.053	18.444	13.257	10.026	47%	28%	24%
2010	28.549	18.887	11.534	10.819	34%	39%	6%
2011	49.770	42.146	38.330	35.234	15%	9%	8%
2012	53.131	48.185	37.857	37.115	9%	21%	2%
2013	133.938	117.085	52.132	46.278	13%	55%	11%
2014	157.847	130.094	94.765	83.769	18%	27%	12%
2015	159.524	130.705	96.132	83.939	18%	26%	13%
2016	271.651	214.004	156.487	138.144	21%	27%	12%
2017	371.846	195.754	147.451	130.102	47%	25%	12%
2018		312.296	157.098	125.625		50%	20%
2019			429.890	276.192			36%
2020				467.740			
TOTAL	1.368.612	1.317.140	1.315.548	1.520.236	4%	0%	-16%

En termes de recouvrement des créances sur les usagers, le CPAS a suivi, dans une très large mesure, les politiques mises en place par les gouvernements par rapport aux revenus les plus faibles et/ou fragiles : suspension des saisies et des cessions de revenus, suspension des expulsions domiciliaires, mise en place de facilités de paiement quant à l'endettement bancaire ou encore les frais d'énergie,...

Du point de vue de la Recette, il s'est rapidement avéré inutile –voire contre-productif– d'accentuer la récupération de créances sur les usagers dans le contexte particulier du COVID, d'autant plus que le traitement en justice de tels dossiers a été mis à l'arrêt pendant de nombreux mois.

5.4. Etat de la trésorerie

En 2020, le CPAS n'a pas dû recourir aux avances de trésorerie dans le cadre de la gestion courante du centre.

Les taux de référence interbancaires négatifs tout au long de l'année 2020 ont déterminé les rendements offerts par les banques sur les placements de trésorerie : zéro.

Ceci a rendu superflu tout effort de placement diversifié de la trésorerie du CPAS.

Par contre, l'application par les banques de taux **crébiteurs** négatifs sur la trésorerie maintenue en compte engendrera, de facto, des frais à supporter par le CPAS. Une gestion dynamique de la trésorerie a pu éviter l'application de tels frais en 2020. A partir de 2021, néanmoins, les seuils de trésorerie exonérés de l'application des taux négatifs ont été fortement revus à la baisse par les banques et il sera impossible d'éviter ces frais à l'avenir.

6. Evolution des dépenses d'aide sociale

6.1. Evolution des dépenses brutes d'aide sociale

Evolution de l'aide sociale (k€)	C 13	C 14	C 15	C 16	C 17	C 18	C 19	C 20	%	% 19-20
Dépenses BRUTES										
RIS 65% (70% dès 2018)	4.109	4.653	5.064	6.223	7.944	8.612	9.138	9.894	13%	8%
ERIS	1.604	1.785	1.269	1.186	1.237	1.251	1.221	1.229	-4%	1%
Aide sociale en cash	175	146	121	137	183	299	247	190	1%	-23%
Aide sociale en nature	63	49	54	66	66	99	115	111	8%	-3%
Assurance santé	24	49	25	12	9	14	19	16	-6%	-20%
Energie	82	41	26	21	20	58	69	102	3%	47%
Frais de transport	5	6	4	7	25	36	43	37	35%	-13%
Frais funéraires	18	12	15	11	7	15	7	25	5%	258%
Garanties locatives	60	73	72	91	23	22	28	26	-11%	-8%
Hébergement PA - HSL	85	76	93	105	153	332	392	465	27%	19%
Hébergement PA - Pl.Ext.	610	762	725	890	810	953	957	814	4%	-15%
Hospitalisation	93	76	44	65	74	79	93	87	-1%	-7%
Loyers	47	43	41	45	43	45	43	36	-3%	-16%
Services domicile	6	12	8	8	4	9	8	12	10%	40%
Soins/médicaments	224	243	180	237	351	373	487	480	12%	-1%
Maisons d'accueil	34	34	37	14	12	14	14	5	-25%	-68%
Aides COVID-19 en cash								432		
Aides COVID-19 en nature								45		
Sous-total	1.526	1.621	1.446	1.708	1.780	2.348	2.523	2.884	10%	14%
TOTAL	7.239	8.059	7.779	9.117	10.961	12.211	12.882	14.008	10%	9%
TOTAL hors COVID	7.239	8.059	7.779	9.117	10.961	12.211	12.882	13.531	9%	5%

Le tableau repris ci-dessus illustre le flux de dépenses brutes, c.à.d. sans tenir compte des remboursements par l'Etat (RIS), les usagers et/ou les débiteurs d'aliments.

Le tableau permet ainsi de mesurer le volume d'activité sociale du CPAS au travers des flux financiers, ainsi que l'ampleur des besoins de la population servie par le CPAS.

Les constats exprimés au point 1 de cette note se confirment : au cours des 7 dernières années, les dépenses de RIS ont augmenté au rythme de 13% par an en moyenne (ERIS excl). L'aide sociale sur fonds propres, quant à elle, augmente de 10% par an en moyenne sur cette même période.

Clairement, différents types d'aide sociale –en plus du RIS- enregistrent un volume et/ou une croissance marquées ces dernières années. Elles sont toutes liées à des **besoins de base** des usagers :

- le minimum (financier) vital : RIS- aide sociale en cash et en nature (paiements de fournisseurs) ;
- la prise en charge de personnes âgées disposant de revenus insuffisants pour assurer seules le paiement de leur facture d'hébergement ;
- les soins (hospitalisation, frais pharmaceutiques).

L'année 2020 est atypique, dans la mesure où le subventionnement « COVID-19 » a permis de soutenir des personnes qui auparavant ne s'adressaient pas au CPAS et/ou de renforcer l'aide apportée (lignes « Aides COVID-19 » dans le tableau ci-dessus). Par contre, l'accélération des décès des résidents et l'arrêt des admissions dans les maisons de repos pendant plusieurs mois

a donné lieu à une diminution des frais d'hébergement pris en charge par l'aide sociale, en particulier dans les placements extérieurs.

Si le confinement strict du premier semestre 2020 a quelque peu freiné les demandes d'aide qui nous ont été adressées (baisse de la majorité des aides spécifiques : loyers, garanties locatives, frais de transport,...), l'exposition de notre public face à des dépenses imprévues ou une chute de revenus se ressent à l'augmentation de certaines formes d'aide particulière même si les sommes en question sont réduits : énergie (+47%), frais funéraires (+260%), services à domicile (+40%).

Une certaine optimisation a eu lieu entre les aides en cash/nature 'classiques' (octroyées sur fonds propre) et les aides subsidiées d'un même type. Il convient de prendre en compte les lignes « COVID-19 » du tableau avec les aides mentionnées dans les deux premières lignes pour se rendre compte de la forte croissance de ces aides en 2020.

6.2. Evolution des charges nettes d'aide sociale

Le tableau suivant exprime le coût net de différentes interventions sociales (dépenses-remboursements). Il s'agit évidemment du 'coût net' direct, sans tenir compte des frais dérivés tels les charges de personnel social et administratif, les frais de courrier, d'IT,...

<i>Evolution de l'aide sociale (k€)</i>	C 13	C 14	C 15	C 16	C 17	C 18	C 19	C 20	%	% 19-20
<i>Dépenses - récup usagers</i>										
RIS toutes catégories	1.991	1.844	2.092	2.498	2.780	2.584	2.741	2.868	5%	5%
Aide sociale en cash	83	71	52	68	126	206	192	159	10%	-17%
Aide sociale en nature	53	40	29	35	53	87	101	102	10%	1%
Assurance santé	24	48	21	9	8	13	19	15	-7%	-22%
Frais de transport	5	4	3	6	23	27	30	29	30%	-5%
Frais funéraires	18	12	15	11	6	15	6	25	5%	317%
Hébergement PA - HSL	54	63	50	61	86	35	30	71	4%	136%
Hébergement PA - PI.Ext.	352	429	220	258	7	-15	121	68	-21%	-44%
Hospitalisation	52	63	41	52	67	71	88	75	5%	-15%
Loyers	41	29	21	23	27	33	14	25	-6%	84%
Services domicile	6	12	8	5	3	9	8	12	11%	40%
Soins/médicaments	164	177	157	125	251	291	392	358	12%	-9%
Maisons d'accueil	34	26	32	13	12	14	14	5	-25%	-68%
Sous-total	884	973	649	667	667	787	1.015	942	1%	-7%
Sous-total hors maisons de repos	478	482	378	347	574	768	865	803	8%	-7%
TOTAL	2.875	2.817	2.741	3.165	3.448	3.371	3.757	3.810	4%	1%
TOTAL excl maisons de repos	2.470	2.326	2.470	2.845	3.355	3.352	3.606	3.671	6%	2%

Remarque : en 2017 et 2018, nous avons récupéré d'importants montants de pension dus par les personnes âgées en placement extérieur (ainsi que, en 2018, par des résidents du Home Saint-Lambert). A l'époque, ces montants n'avaient pas tous été enregistrés dans la comptabilité. La régularisation influence le coût net calculé de 2017 et 2018, ainsi que les facteurs d'évolution. C'est pourquoi nous reprenons une deuxième ligne totalisatrice qui fait exception de ce phénomène.

Les aides sociales en paiement de factures d'énergie sont intégralement répercutées sur les subsides correspondants, sur décision du Conseil de l'Action Sociale de 2017. Les dépenses sont ainsi intégralement neutralisées dans le compte.

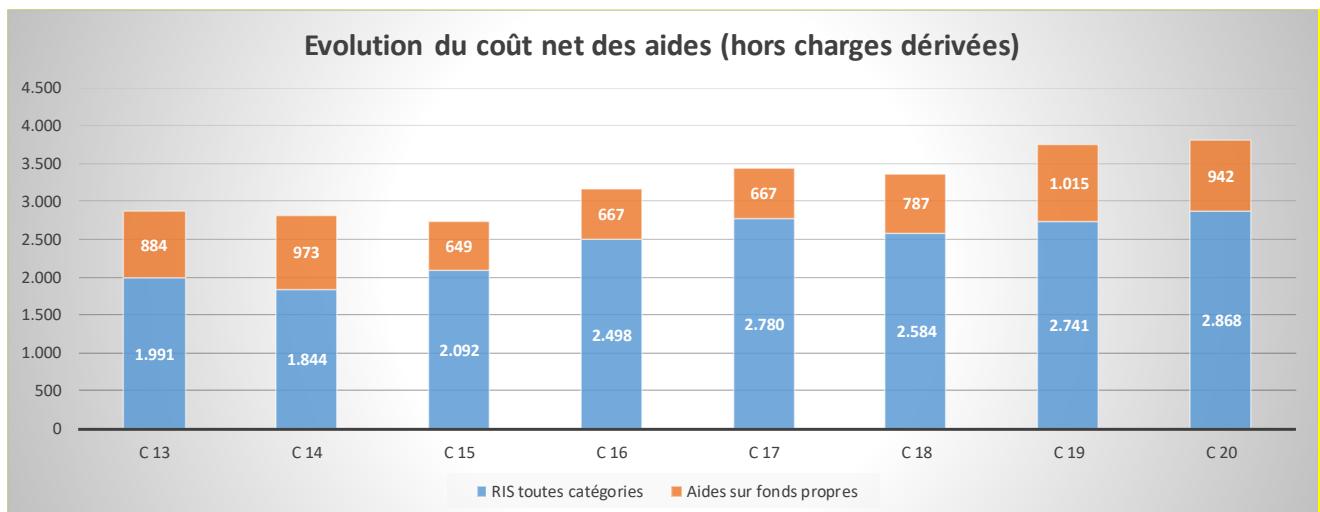
Les aides sociales octroyées dans le cadre du COVID sont intégralement prises en charge par les subsides correspondants ; elles ne génèrent pas de charges nettes d'aide sociale (...mais bien des frais administratifs, évidemment).

Les mouvements relatifs à l'ERIS ne sont pas repris dans le tableau ; ceux-ci sont remboursés à 100% par l'Etat.

Globalement :

- le coût net du **RIS**, une dépense sur laquelle le Centre n'a aucune prise ou influence et qui n'est que partiellement couverte par les remboursements du SPP-IS, s'élève à 2,87 millions € en 2020, un montant équivalent à **22% de la dotation communale**. Toujours sans tenir compte des coûts indirects liés à la gestion de ces dossiers ;
- **Le coût net du RIS** régresse en 2018 en raison de la majoration du taux d'intervention de l'Etat (de 65% à 70%) et du subventionnement des PIIS associés à la majorité des dossiers d'octroi du RIS...mais augmente à nouveau en 2019 pour atteindre le niveau de coût net d'avant la majoration du financement par l'Etat. **En 2020**, l'Etat a accordé aux CPAS une majoration de 15% du taux de remboursement du RIS pour les nouveaux usagers. Ce phénomène explique pourquoi le coût net du RIS n'augmente que de 5% alors que son taux de croissance brut s'élève à 8%;

Le graphique suivant illustre l'évolution du coût net des aides (RIS et aides sur fonds propres) sur les 8 derniers exercices. Clairement, la croissance de la charge budgétaire de la politique sociale est majoritairement portée par l'augmentation du revenu d'intégration sociale.



7. Conclusion générale

Le boni comptable de 359.114,80€ enregistré au compte 2020 mérite d'être clairement cadré.

Il s'inscrit dans le cadre d'une activité profondément influencée par la gestion de la crise sanitaire COVID-19 et se présente, presque par définition, comme un exercice exceptionnel.

L'impact des mesures de confinement de la population, la fermeture de certains établissements pendant plusieurs mois, la hausse des décès en maison de repos qui n'ont pas pu être absorbées par de nouvelles admissions, ... ont généré d'importantes chutes de recettes relatives aux services facturés et, par ailleurs, de surcoûts importants en termes de charges salariales (recrutements temporaires « COVID »), de frais de fonctionnement et d'aide sociale.

L'octroi de subsides exceptionnels par l'Etat et les instances fédérées ont permis d'absorber une majorité de ces effets et permettent la prise en charge de besoins qui se manifesteront ou se maintiendront sur l'exercice 2021 également.

Une série de dépenses non prises en charge par des subsides ont nécessité un ajustement de la dotation communale de l'ordre de 738.660,40€, réparti sur deux modifications budgétaires.



Rekening 2020

Analyseverslag

Verslag opgesteld in toepassing van artikel 89 van de Organieke Wet van 08.07.1976

Thibaut Stevens
Financieel Directeur

1 juni 2021.

1. Context en algemene tendensen

Het dienstjaar 2020 van het OCMW wordt gekenmerkt door de gevolgen van de COVID-19-gezondheidscrisis en een ogenschijnlijke stabilisering van de sociale problematiek die reeds onder druk stond, in het bijzonder in de jaren 2013-2018.

Aard van de bijstand/jaar	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Maatschappelijke integratie	995	1030	1060	1212	1316	1466	1576	1647	1699	1742
Equivalent maatsch. Integratie	206	227	206	196	184	148	154	158	145	140
OVERLAPPING RMI/EQ-MI	6	4	12	8	16	17	22	25	17	13
Andere sociale bijstand	449	468	483	572	584	885	1116	1230	1295	1294
LOI	37	41	37	39	46	88	173	162	93	76
Totalen	1.650	1.725	1.749	1.980	2.084	2.499	2.846	3.035	3.139	3.176
Evolutie	7%	5%	1%	13%	5%	8%	14%	7%	3%	1%

Bron : Dynamische kruistabel, gegevens NHSocial (2011-2016) en E.O.S. (2017-20)

Deze tabel meet de evolutie van het aantal personen dat minstens één keer in de loop van het jaar genoten heeft van ofwel het leefloon, ofwel een equivalente sociale hulp, ofwel enkel -en uitsluiting gemaakt van de twee hoger vermelde types bijstand- van een andere sociale hulp (medische kosten, betaling van facturen,...)

Het aantal begunstigden van het **leefloon** neemt toe met 2,5%, het publiek dat aanspraak maakt op een **equivalent leefloon** daalt lichtjes en het aantal begunstigden van **sociale bijstand** stabiliseert.

Deze evoluties moeten sterk genuanceerd worden:

- het aantal leefloners (of equivalent) dat voorkomt in de tabel geeft geen indicatie van de duur van de bijstand. De in 2020 betaalde bedragen overschrijden veruit de sommen die in 2019 werden betaald, wat laat vermoeden dat de begunstigden gedurende een langere periode dan vroeger afhankelijk zijn van deze hulpvorm;
- de lockdown van de bevolking die opgetreden is in het kader van de COVID-19-gezondheidscrisis heeft gedurende een paar maanden een rem gezet op de nieuwe hukpaanvragen. Het gevolg van deze verschuiving in de tijd zal, in het bijzonder wat de sociale bijstand betreft, voelbaar zijn in de statistieken van 2021;
- er is heel wat steun uitgekeerd in het kader van de verschillende COVID-19-subsidies waarvan het OCMW heeft genoten. Deze steun heeft niet steeds het voorwerp uitgemaakt van een sociaal dossier dat in de EOS-software is ingevoerd en verschijnt dus niet in de statistieken.

Op het vlak van de sociale bijstand presenteert de tabel dus een onderschatting van het aantal geholpen personen gedurende het jaar 2020.

2. Samenvatting van de rekening

De rekening 2019 van het OCMW wordt afgesloten met een **globaal tekort van 56.321,86€**.

Het gaat om een globaal resultaat waarin zowel de verrichtingen van het eigen dienstjaar 2020 als deze betreffende de vorige dienstjaren opgenomen zijn.

Dit resultaat wordt als volgt opgesplitst:

- het boekhoudkundig resultaat van het dienstjaar 2020 (vastgestelde rechten 2020 – vastleggingen 2020): - 57.026,29 €
- het gecumuleerd boekhoudkundig saldo van de vorige dienstjaren: + 84.927,04€
- het saldo van de verrichtingen betreffende de vorige dienstjaren (verzaakte kredieten – oninbare ontvangsten): + 331.214,05€
- de toelage aan het fonds voor onzekere vorderingen: -415.436,66€ (=verhoging van de toelage aan het fonds, dus een negatieve impact).

De analyse op de volgende bladzijden geeft een toelichting over de financiële evoluties die kenmerkend waren voor het dienstjaar 2020.

Wij vestigen uw aandacht op het feit dat het begrip "resultaat" zoals het hierboven gebruikt wordt betrekking heeft op het globale resultaat van het OCMW. Dat geeft aanleiding tot een begrotingscorrectief en automatisch ook tot een (opwaartse of neerwaartse) aanpassing van de gemeentetoelage voor het overeenstemmende bedrag.

Dit resultaat dekt in werkelijkheid twee begrippen:

- een boekhoudkundig resultaat, dat onder andere voortvloeit uit het verschil tussen de uitbetaalde steun en het percentage tussenkomst van de Staat in de financiering van die steun (tussen 70% en 100%, naargelang van het geval);
- een thesaurieresultaat, onder andere via het aanleggen van een fonds voor onzekere vorderingen (of een terugneming op dit fonds). Deze verrichting wordt bij het resultaat van de rekening geteld en verhoogt (resp. vermindert) dus de gemeentetoelage zonder dat de onderliggende vorderingen echter uitdoven.

Het begrip "resultaat" dat gebruikt wordt in de analyse op de volgende bladzijden heeft betrekking op het resultaat van het OCMW **met uitsluiting van de evolutie van het fonds voor onzekere vorderingen**.

Een opmerking met betrekking tot de weergegeven tabellen: de rood weergegeven kolommen met "%" hebben betrekking op een gemiddelde jaarlijkse groei over de periode 2017/2020. De kolommen "% 19-20" geven de verhoudingsgewijze toename van het betrokken bedrag weer tussen de rekeningen 2019 en 2020.

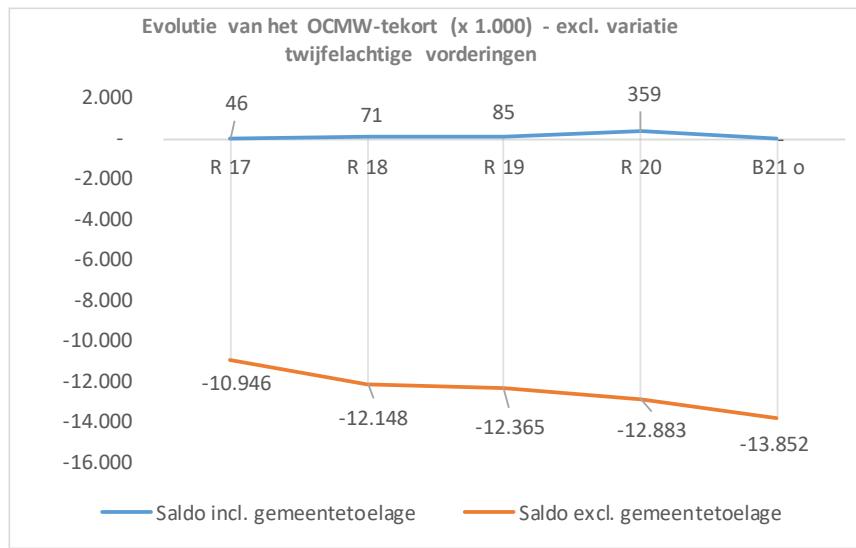
3. Algemene synthese

3.1. Evolutie van het resultaat van het OCMW

Het overschot op de rekening bedraagt 359.114,80€. Het gaat om het zesde opeenvolgende begrotingsoverschot na het zware tekort van 2013.

Als men de **gemeentetoelage uitsluit**, stijgt het tekort van het OCMW ten opzichte van 2019: het stijgt van 12,36 miljoen € naar 12,88 miljoen €. De impact van het gunstige resultaat van de rekening 2019, zowel op de gemeentetoelage als op het overgedragen resultaat dat in de rekening 2020 van het OCMW wordt opgenomen, wordt meer dan gecompenseerd door de aanhoudende stijging van de kosten van de sociale bijstand en van de personeelskosten die zich

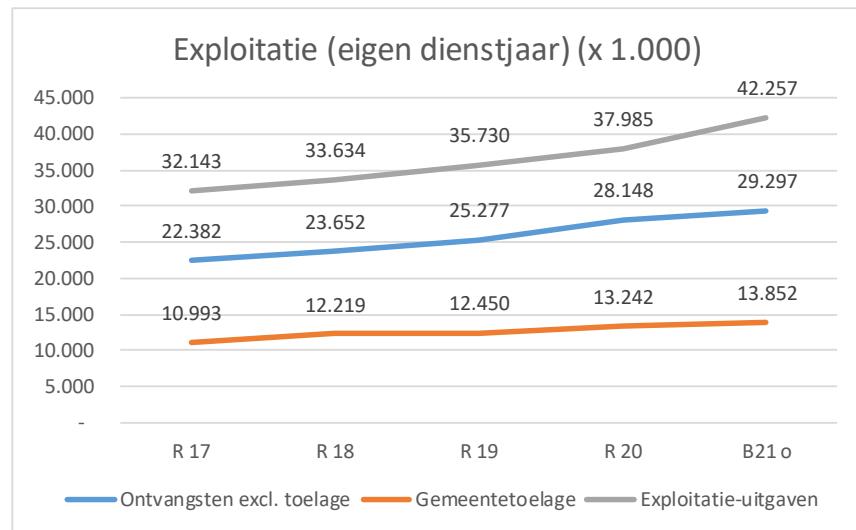
sedert 2016 manifesteren evenals door de meer kost veroorzaakt door de gezondheidscrisis (met inbegrip van het onrechtstreekse effect van Wolu-Facilities). Deze fenomenen hebben in de loop van 2020 geleid tot begrotingswijzigingen die een toename van de gemeentetelage met 738.660,40€ noodzakelijk hebben gemaakt.



	R 17	R 18	R 19	R 20	B21 o
Exploitatie	-9.759	-10.428	-10.182	-10.636	-12.062
Investering	-1.233	-1.721	-2.184	-2.247	-1.790
Saldo	-10.993	-12.148	-12.365	-12.883	-13.852

3.2. Evolutie van de exploitatiebegroting

De afwijking tussen de exploitatieontvangsten en -uitgaven stijgt al jaren maar lijkt in 2020 terug te dringen. Zonder de gemeentetelage bedroeg dit verschil 9,761 miljoen € op de rekening 2017 om toe te nemen tot 10,453 miljoen € op de rekening 2019 en terug te vallen op 9,837 miljoen € in 2020.



	R 17	R 18	R 19	R 20	%	% 19-20	B21 o
Verschil exploitatie- O/U	1.231	2.237	1.997	3.405	40,4%	70,5%	892
Verschil excl. gem.toelage	-9.761	-9.982	-10.453	-9.837	0,3%	-5,9%	-12.960

De afname in 2020 van de afwijking tussen de ontvangsten en de uitgaven is het gevolg van de inschrijving van de vele subsidies waarvan het OCMW genoten heeft in het kader van de gezondheidscrisis. Noteer dat deze subsidies bestemd zijn om ook in 2021 sociale uitgaven te dekken. Het cijfer voor 2020 is bijgevolg ‘opgesmukt’ voor 1,6 miljoen € (zie verder).

3.3. Evolutie van de exploitatieontvangsten (eigen dienstjaar, zonder I.F. en overboekingen) x 1.000

	R 17	R 18	R 19	R 20	%	% 19-20	B 21 o
Prestaties	3.556	3.373	3.668	3.676	1,1%	0,2%	4.723
Gemeentetoelage	10.993	12.219	12.450	13.242	6,4%	6,4%	13.852
BFMW	466	506	550	921	25,5%	67,4%	597
Andere overdrachten	18.284	19.695	20.981	23.472	8,7%	11,9%	23.898
Financiële opbrengsten	75	77	77	78	1,3%	1,0%	79
Totaal	33.374	35.871	37.727	41.390	7,4%	9,7%	43.149
Totaal excl. toelage	22.382	23.652	25.277	28.148	7,9%	11,4%	29.297

Exclusief de gemeentetoelage, stijgen de ontvangsten met 11,4% ten opzichte van de rekening 2019. Het grootste deel van deze groei is toe te schrijven aan de stijging van de ‘andere overdrachten’, waaronder de tussenkomst van de Staat in de betaling van het leefloon en de subsidies die ontvangen werden in het kader van de gezondheidscrisis. Deze subsidies, die in 2020 werden ontvangen, dekken in grote mate uitgaven die gespreid zullen zijn over de dienstjaren 2020 en 2021. Te dien einde werden voor +/- 1,6 miljoen € aan reservefondsen aangelegd. Wanneer men abstractie maakt van dit bedrag stijgen de “andere overdrachten” slechts met 4,7% in 2020, wat gelijkloopt met de (in het kader van COVID-19) niet-gesubsidieerde uitgaven inzake sociale bijstand.

Sommige van de ontvangen subsidies compenseren de daling van de ontvangsten uit facturatie (prestatie-ontvangsten). De onbezette bedden en plaatsen in het rusthuis en de Heuvel, evenals de daling van het aantal gepresteerde uren van de thuisdiensten werden in grote mate gecompenseerd door IrisCare-subsidies. Deze daling in prestatie-ontvangsten is ook deels gecompenseerd door een sterke toename van de thuisbedeelde maaltijden vanaf maart 2020 en door een uitzonderlijk fenomeen: de invordering bij ERASME van de federale financiering van het ziekenhuis voor de jaren 2013-14 die eindelijk vrijgegeven is door de FOD Volksgezondheid (205.000€). Wanneer men dit bedrag uit de statistieken filtert dalen de prestatie-ontvangsten met 5,4% in 2020.

De gemeentetoelage werd met +/- 738.000€ verhoogd door middel van begrotingswijzigingen teneinde de niet-gesubsidieerde meerkosten op te vangen inzake het beheer van de gezondheidscrisis, waaronder de tijdelijke aanwervingen en de meerkost die door Wolu-Facilities werd opgetekend en die in de exploitatiebegroting van het OCMW werden ingeschreven.

3.4. Evolutie van de exploitatie-uitgaven (eigen dienstjaar, zonder I.F. en overboekingen) x 1.000

	R 17	R 18	R 19	R 20	%	% 19-20	B 21 o
Personeel	12.022	12.339	13.033	13.659	4,3%	4,8%	15.382
Werking	4.898	5.104	5.271	5.302	2,7%	0,6%	5.843
Herverdeling	14.771	15.755	16.959	18.568	7,9%	9,5%	20.566
Financiële kosten	452	436	467	456	0,3%	-2,4%	466
Totaal	32.143	33.634	35.730	37.985	5,7%	6,3%	42.257

De personeelskosten stijgen gevoelig in 2020 (+4,8%) als gevolg van de vele tijdelijke aanwervingen die noodzakelijk gebleken zijn om de impact op te vangen van de gezondheidsmaatregelen die door de overheden werden opgelegd, onder andere in het rusthuis.

De lichte groei van de werkingskosten is de samenloop van twee tegengestelde tendensen:

- een sterke toename van de aankopen, zowel in volume (aankoop van maskers, gel, beschermende kledij,...) als in prijs (heel wat leveranciers hebben de verkoopprijzen van hun goederen opwaarts herzien als gevolg van de schaarste tijdens de crisisperiode);
- de vermindering van heel wat aankopen als gevolg van de tijdelijke sluiting van meerdere diensten (de cafetaria en De Heuvel, bijvoorbeeld) en de stopzetting van sommige activiteiten (uitstappen van de zorginstellingen en -diensten, beroepsvervorming).

De groei van de herverdelingskosten is in zeer grote mate toe te schrijven aan de toename van de sociale bijstand: + 760.000€ leefloonbetalingen + 480.000€ aan COVID-gerelateerde sociale bijstand in cash en in natura. Noteer tenslotte de terugbetaling aan de Staat van een bedrag van +/- 427.000€ naar aanleiding van de recentste controle door de POD-MI.

3.5. Netto-uitgaven per functie

Het verschil tussen de exploitatie-uitgaven en -ontvangsten, per begrotingsfunctie, geeft een overzicht van het ‘netto te financieren saldo’ (via de gemeentetoelage) per dienstverleningsdomein van het OCMW.

	R 17	R 18	R 19	R 20	%	% 19-20	B 21 o
Algemene administratie	2.237	2.619	2.464	2.430	2,8%	-1,4%	2.943
Privaat patrimonium	14	-69	-68	-60	-264,7%	-11,6%	-60
Algemene diensten	100	72	160	62	-14,6%	-61,1%	363
Sociale bijstand	4.462	4.479	5.592	6.570	13,8%	17,5%	6.853
Rusthuizen	2.740	2.348	2.227	2.442	-3,8%	9,6%	2.103
Dienstencentra	72	115	53	-15	-159,5%	-128,6%	114
LOI	29	-26	-5	-36	-206,7%	612,3%	1
Gezins- en bejaardenhulp	642	589	450	377	-16,3%	-16,2%	588
Thuisbezorgde maaltijden	117	138	125	192	18,0%	53,4%	218
Beroepsinschakeling/-jobs	431	469	634	792	22,5%	24,9%	293
Schuldbemiddeling	43	43	-3	-13	-166,4%	349,2%	18
Kuurinrichtingen	74	55	51	47	-13,9%	-7,2%	44
Woningen voor bejaarden	28	7	22	33	6,0%	54,2%	11
Ziekenhuis in vereffening	-155	53	95	-110	-10,8%	-215,4%	99

(*)algemene uitgaven en ontvangsten, BFMW, voorschotten, onderhoudsgelden en COVID-19 niet opgenomen in de tabel

Bij deze tabel horen verschillende bemerkingen:

- De daling van de netto kost van de functie **algemeen bestuur** is van zuiver technische orde en houdt verband met wijzigingen in interne facturatie.
- de nettokost van de functie “**sociale bijstand**” vloeit hoofdzakelijk voort uit de sterke groei van de loonkost (+300.000€) bovenop de stijging van de nettokost van het leefloon en de boete opgelegd door de POD-MI;
- het tekort van de functie ‘**rusthuizen**’ stijgt gevoelig als gevolg van de toename van de kosten die verbonden zijn met COVID: farmaceutische kosten, gel, alcohol, maskers, tijdelijke recruteringen, interimkosten). De daling van de factuurontvangsten (-193.000€) wordt bijna geheel gecompenseerd door de IrisCare – COVID-toelage.
- Paradoxaal genoeg wordt **De Heuvel** winstgevend: de personeelskosten dalen als gevolg van langdurige afwezigheden binnen het personeel. Een specifieke COVID-subsidie compenseert de daling van de ontvangsten uit facturatie als gevolg van de sluiting van de instelling gedurende meerdere maanden.
- Het tekort van de dienst **gezinshulp** wordt teruggedrongen als gevolg van een stijging van de IrisCare-financiering en van de compensatie van de niet-gepresteerde uren als gevolg van COVID;
- De **thuisbezorgde maaltijden** kennen een sterke toename van het tekort: het aantal bezorgde maaltijden is sterk toegenomen sedert maart 2020 terwijl de gehanteerde barema’s voor de tarificatie merkelijk lager liggen dan de productieprijs van de maaltijden door Wolu-Facilities en dus van de prijs die aan het OCMW wordt gefactureerd;
- De **beroepsinschakeling** (met inbegrip van de kosten van de inschakelingsbanen) ziet zijn tekort sterk toenemen. Dit houdt verband met de correcte boeking van de sociale bijdragen enerzijds en anderzijds met het feit dat sedert het uitbreken van de crisis de meerderheid van de inschakelingsbanen in de privésector onderbroken werden. De vaste kosten zijn wel gebleven.
- de **schuldbemiddeling** tekent een netto ‘overschot’ op dankzij de sterke subsidiëring van deze dienst.
- Noteer tenslotte dat de begrotingsfunctie “Ziekenhuis in vereffening” “winstgevend” is in 2020 als gevolg van de inschrijving van de terugbetaling door ERASME van de federale financiering die nog toekomt aan het ZGR voor de periode 2013-14 en die slechts in 2020 werd vrijgegeven door de FOD Volksgezondheid.

3.6. De wijziging van het fonds voor onzekere vorderingen

De OCMW's zijn wettelijk verplicht een fonds voor onzekere vorderingen aan te leggen. Inderdaad, in de loop der jaren - of naargelang van de aard van de betreffende vorderingen - wordt de inning van bepaalde vorderingen heel onzeker. De aanleg van een ad hoc voorziening verhoogt de gemeentetoelage en dient beschouwd te worden als een thesaurievoorschot van de gemeente die zo het OCMW de mogelijkheid geeft een correcte werking te verzekeren, in afwachting van de inning van de vordering. Wanneer een dergelijke vordering dan geïnd wordt, zal de op voorhand aangelegde voorziening verminderen en zo de gemeentetoelage verminderen.

Het fonds voor onzekere vorderingen bedraagt in totaal 1.948.304,31€ en is als volgt samengesteld:

- 808.238,47€ betreft de vorderingen van meer dan vijf jaar waarvoor een voorziening van 100% moet worden angelegd;
- 151.813,95€ betreft het saldo van de vorderingen die gespreid terugbetaald worden en waarvoor eveneens een voorziening van 100% moet worden angelegd;
- 0€ betreft het saldo van de vorderingen op ondernemingen in faling en waarvoor eveneens een voorziening van 100% moet worden angelegd;
- 24.905,22€ betreft de vorderingen tot terugbetaling van de voorschotten die meer dan 3 jaar oud zijn en die voor 100% geprovisioneerd moeten worden;
- 963.346,67€ betreft het aandeel van 10% van de vorderingen van minder dan 5 jaar.

Bij het afsluiten van de rekening 2019 werd al een voorziening van 1.532.867,65€ angelegd. Er moet dus een **bijkomende provisie worden angelegd van 415.436,66 €** voor 2020, in te schrijven in de begroting 2021.

Merk op dat de aanzienlijke stijging van de toelage aan het fonds voor onzekere vorderingen in grote mate toe te schrijven is aan volgende fenomenen:

- de “rem” die de gezondheidscrisis heeft toegepast op het beheer van de contentieux en die in grote mate de inning vermindert van de vorderingen van het dienstjaar zelf, maar ook het aantal invorderingsdossiers die op maturiteit komen (gerechtelijke vorderingen/oninvorderbaarstelling). Dit gegeven wordt verder uitgewerkt in het hoofdstuk over de thesaurie;
- de COVID-19-subsidies die nieuw zijn in 2020 en niet geheel werden ontvangen in de loop van het dienstjaar zelf (en die voor 10% geprovisioneerd worden);
- de laattijdige inning van een reeks financiële stromen komende van het gemeentebestuur: de toename van de gemeentetoelage als gevolg van de begrotswijziging 1, het saldo van de subsidie “herwaardering van de barema’s” van 2019, de subsidie “eenmalige COVID-premie”. Deze stromen zijn samen goed voor een bedrag van meer dan één miljoen € en worden via het fonds voor onzekere vorderingen voor 10% geprovisioneerd.

3.7. De investeringen en de financiering van de investeringen

In 2020 bedragen de zuivere investeringsuitgaven bijna één miljoen €. Deze worden gefinancierd door middel van leningen (480.000€) en door overboekingen. De voornaamste investering betreft de transformatie van het gebouw op de Roodebeeksesteenweg in kantoren en woningen. Deze werken worden gefinancierd door het legaat-De Ryck en de subsidies die toegekend werden door het BGHGT (overboekingen).

3.8. De schuld

De langetermijnschuld van het OCMW is in 2020 gedaald (-7,15%) en dit voor het vierde opeenvolgende jaar: het bedrag aan schuldaflossingen is groter dan het bedrag aan nieuw aangegane leningen.

De aflossing van de leningen en de intrestlasten stijgen lichtjes; de leningomloop daalt en het OCMW blijft genieten van de gunstige rente-evolutie en van de afwezigheid van toevlucht tot thesaurievoorschotten. Daarentegen, de gestructureerde lening met betrekking tot de absorptie van het liquidatiesaldo van het ZGR, die weinig gekost heeft sedert 2014, genereert voortaan hogere lasten in overeenstemming met de progressiviteit van het aflossingsplan.

De gemiddelde kost van de schuld blijft stabiel en bedraagt 2,50%.

	R 17	R 18	R 19	R 20	%	% 19-20
Langetermijnschuld ten laste van het OCMW	21.026.179,61	20.252.508,08	19.092.415,48	17.727.637,58	-5,53%	-7,15%
Investerisschuld op K.T. t.l.v. van het OCMW						
Periodieke terugbetaling van de leningen	481.967,08	473.381,25	542.684,32	520.796,56	2,62%	-4,03%
Vervroegde terugbetaling van leningen	0,00	0,00	0,00	0,00		
Aflossingen van leningen						
die in volgend dienstjaar vervallen	1.531.618,23	1.641.227,74	1.663.082,51	1.790.334,65	5,34%	7,65%
Interessen van leningen	160.531,45	142.384,88	140.723,14	125.758,69	-7,82%	-10,63%
Totale schuld van het OCMW per 31.12	21.508.146,69	20.725.889,33	19.635.099,80	18.248.434,14	-5,33%	-7,06%
Betaalde financiële lasten	452.143,41	436.450,22	466.971,80	455.968,57	0,28%	-2,36%
Gemiddelde kost van de schuld	2,10%	2,11%	2,38%	2,50%		

3.9. De aanleg van voorzieningen voor risico's en kosten

Het boekhoudkundig resultaat van het dienstjaar omsluit verscheidene overboekingsverrichtingen, namelijk het gebruik van het leeuwendeel van het legaat De Ryck, ter financiering van de werken op de Roodebeeksteenweg, de toewijzing aan het dienstjaar van de financiering van het BGHGT (waarvan het niet-benutte deel in het verleden in een reservefonds geboekt was) alsook, voor 1,6 miljoen €, het deel van de COVID-subsidies dat in 2020 ontvangen werd maar slechts in 2021 zal worden benut. Het verslag van de technische groep bevat hierover meer informatie.

Een historische provisie met betrekking tot de regularisatie van kosten met betrekking tot het ZGR werd omgevormd tot een “provisie GPMI / opgeschorte betalingen”.

In het verleden legde het OCMW reeds jaarlijks een provisie voor risico's en kosten aan, ten koste van het overschat van de rekening, voor zover er één was.

Deze voorzieningen zijn bestemd om het effect op te vangen van toekomstige regularisaties door de POD Maatschappelijke Integratie. De migratie van sociale en boekhoudsoftware heeft inderdaad toegelaten om een aanzienlijk historisch bedrag te identificeren aan ‘opgeschorte’ leefloon/Equivalent leefloonbetalingen (opschortingen in de afwachting van het aanbrengen van bewijsstukken door de cliënten en opschortingen van ingetrokken steun die nog door het BCSD moeten bekraftigd worden). Door de geautomatiseerde werking van de software werden deze niet-uitgevoerde betaalverrichtingen aan de POD medegedeeld als zijnde betaald. Ingeval van een controle door de POD kunnen deze teruggevorderd worden, met toepassing van een penalisatiecoëfficiënt.

Eenzelfde risico doet zich voor met betrekking tot de afgesloten (en door de Staat gefinancierde) GPMI maar die niet worden opgevolgd zoals de regelgeving voorschrijft.

In de mate dat de praktijk van de ‘opgeschorte’ betalingen ook na 2017 werd verdergezet – weliswaar in mindere mate- en dat de voorwaarden nog steeds niet herenigd zijn om de GPMI-subsidie als verworven te beschouwen, beschikt het OCMW met deze provisies over de nodige ‘financiële buffer’ om **de budgettaire neutraliteit te verzekeren van de terugbetalingen - en bijgevolg ook hun neutraliteit op de gemeentetoelage**, wanneer de Staat zal oproepen om de onterecht ontvangen bedragen te regulariseren.

4. Vergelijking begroting / rekening

Het is interessant de realisatiegraad van de (oorspronkelijke, resp. gewijzigde) begroting te bepalen, in het bijzonder in een context waar de uitgaven inzake sociale bijstand afhangen van niet-beheersbare gebeurtenissen die zich in de loop van het dienstjaar voordoen.

Onderstaande tabellen illustreren hoe moeilijk het is voor het OCMW om met voldoende nauwkeurigheid, bij het begin van het dienstjaar, in te schatten wat de grootte van de te verwachte uitgaven zal zijn – zeker wanneer we te maken hebben met een instabiele realiteit als gevolg van de gezondheidscrisis.

Uitgaven: realisatiegraad	Oorspr. begr. 2020	Gew. begr. 2020	Rekening 2020	% oorspr	% gewijz
Algemene administratie	4.167.043	4.106.253	4.108.710	98,6%	100,1%
Privaat patrimonium	22.376	18.291	16.304	72,9%	89,1%
Algemene diensten	652.755	542.696	501.416	76,8%	92,4%
Sociale bijstand	21.228.069	22.132.427	21.326.876	100,5%	96,4%
Rusthuizen	8.857.742	9.205.209	8.535.616	96,4%	92,7%
Dienstencentra	402.245	337.254	291.804	72,5%	86,5%
LOI	462.841	771.539	439.865	95,0%	57,0%
Gezins- en bejaardenhulp	1.649.183	1.656.123	1.549.493	94,0%	93,6%
Thuisbezorgde maaltijden	226.738	292.029	290.423	128,1%	99,4%
Beroepsinschakeling/-jobs	2.006.660	1.454.440	1.172.214	58,4%	80,6%
Schuldbemiddeling	299.964	281.330	264.212	88,1%	93,9%
Kuurinrichtingen	77.979	80.654	46.948	60,2%	58,2%
Woningen voor bejaarden	332.265	359.839	301.061	90,6%	83,7%
Andere (*)	811.032	533.130	291.031	35,9%	54,6%
Totale uitgaven incl. I.F.	41.196.891	43.035.366	39.805.174	96,6%	92,5%

(*) algemene uitgaven en ontvangsten, BFMW, voorschotten, onderhoudsgelden, ziekenhuis in vereffening

Voor de grote meerderheid van de functies werd de **uitgaven**begroting voor 90% of meer uitgevoerd.

Merk op, in de rubriek “Andere” dat er door de steuntrekkers veel minder dan voorzien een beroep werd gedaan op het mechanisme van de voorschotten. Wat de functie “COVID-19” betreft hebben we vastgesteld dat er in de praktijk een kleiner beroep gedaan wordt op deze steunvorm, dan voorzien was. Wat weer het bedrag verhoogt dat in 2021 kan benut worden, aangezien de meeste van deze subsidies twee dienstjaren dekken.

Globaal bedraagt de realisatiegraad van de gewijzigde **ontvangsten**begroting bijna 100%.

De realisatiegraad is hoger dan 100% op deze functies waar de COVID-19-subsidies pas werden vastgelegd na de laatste begrotingswijziging of aanzienlijker blijken dan voorzien.

Ontvangsten: realisatiegraad	Oorspr. begr. 2020	Gew. begr. 2020	Rekening 2020	% oorspr	% gewijz
Algemene administratie	1.575.872	1.570.934	1.665.474	105,7%	106,0%
Privaat patrimonium	77.260	77.260	76.776	99,4%	99,4%
Algemene diensten	534.610	547.084	439.130	82,1%	80,3%
Sociale bijstand	15.348.445	15.343.929	14.656.241	95,5%	95,5%
Rusthuizen	6.225.590	6.692.720	5.913.242	95,0%	88,4%
Dienstencentra	288.727	238.079	180.083	62,4%	75,6%
LOI	406.411	468.571	475.462	117,0%	101,5%
Gezins- en bejaardenhulp	1.108.297	1.030.539	1.163.433	105,0%	112,9%
Thuisbezorgde maaltijden	77.578	101.679	98.663	127,2%	97,0%
Beroepsinschakeling/jobs	1.757.492	1.059.391	380.043	21,6%	35,9%
Schuldbemiddeling	259.102	274.906	276.912	106,9%	100,7%
Kuurinrichtingen	0	333	0	0,0%	0,0%
Woningen voor bejaarden	317.289	273.050	267.754	84,4%	98,1%
Andere (*)	14.418.949	15.286.916	15.016.362	104,1%	98,2%
Totale uitgaven incl. I.F.	42.395.622	44.836.308	43.210.302	101,9%	96,4%

(*) algemene uitgaven en ontvangsten, BFMW, voorschotten, onderhoudsgelden, ziekenhuis in vereffening

5. De thesaurie van het OCMW

5.1. Realisatiegraad van de uitgaven: van vastleggingen in betalingen

Onderstaande tabel illustreert in welke mate de vastgelegde uitgaven aanleiding gegeven hebben tot een betaling vanwege het OCMW.

Het globale percentage van de realisatiegraad van de uitgaven op het eigen dienstjaar bedraagt 94,4%. Dit betekent dat 5,6% van de uitgaven die in het eigen dienstjaar werden vastgelegd pas in de loop van het volgende dienstjaar gesaldeerd zullen worden.

Het beleid waarbij de facturen pas worden betaald op hun vervaldag –en niet meer meteen na hun ordonnancering- werd verdergezet gedurende het dienstjaar 2020 ondanks het verstoorende effect van de COVID-19-crisis. Verder blijft het OCMW genieten van een betaaluitstel van 60 dagen op de facturen die Wolu-Facilities uitschrijft. Deze termijn verklaart waarom de realisatiegraad van de uitgaven van of minder dan 90% bedraagt voor het rusthuis en de thuisbezorgde maaltijden. Daar zijn de facturen van de poetsdienst en de levering van maaltijden ook het hoogst.

Uitg: vastleggingen/betalingen	Vastleggingen '20	Betalingen '20	%
Algemene uitgaven	90.746	88.071	97,1%
Algemene administratie	4.108.710	4.029.802	98,1%
Privaat patrimonium	16.304	14.376	88,2%
Algemene diensten	501.416	489.067	97,5%
Energiefonds	23.380	23.380	100,0%
Voorschotten	51.461	43.414	84,4%
Sociale bijstand	21.326.876	20.341.433	95,4%
Rusthuizen	8.535.616	7.613.510	89,2%
Dienstencentra	291.804	281.015	96,3%
LOI	439.865	416.415	94,7%
Gezins- en bejaardenhulp	1.549.493	1.534.142	99,0%
Thuisbezorgde maaltijden	290.423	199.136	68,6%
Beroepsinschakeling/-jobs	1.172.214	1.160.884	99,0%
Schuldbemiddeling	264.212	263.431	99,7%
Kuurinrichtingen	46.948	46.948	100,0%
Woningen voor bejaarden	301.061	291.827	96,9%
Ziekenhuis in vereffening	125.444	125.444	100,0%
Totale uitgaven incl. I.F.	39.135.972	36.962.294	94,4%
Afgesloten dienstjaren	3.480.033	1.896.244	54,5%

Het historische perspectief op de realisatiegraad van de vastgelegde uitgaven toont een grote stabiliteit: in het algemeen worden 93% à 94% van de vastgelegde uitgaven nog het dienstjaar zelf betaald.

5.2. Realisatiegraad van de ontvangsten: van netto vastgestelde rechten in inningen

De tabel die de mate van inning van de vastgestelde rechten illustreert, geeft een gelijkaardig beeld weer: 83,8% van de vastgestelde ontvangsten zijn in de loop van het dienstjaar daadwerkelijk geïnd.

Er weze opgemerkt dat een inningsgraad van de ontvangsten van +/-80% redelijk normaal is, omwille van de (terug)betalingstermijn vanwege de verschillende overheden en de begunstigden van de steun:

- de facturatie door de instellingen voor de maand november wordt door de debiteuren slechts in de loop van december ontvangen en de betalingen verlopen gespreid over verschillende weken. De facturatie van december gebeurt pas in het begin van het volgende dienstjaar;
- de inning van de vorderingen op de ziekenfondsen, de voorschotten op sociale uitkeringen, de terugbetaling van het leefloon door de Staat, ... gebeurt pas verscheidene weken na het overmaken van de invorderingsstaten door het OCMW (hetgeen logischerwijze aanleiding geeft tot een 'tekort' op deze vorderingen op het einde van het dienstjaar).

In de praktijk dus, en deze vaststelling geldt voor talrijke activiteitsdomeinen, vinden de uitgaven dus plaats lang vóór de inning van de ontvangsten.

Ontv: N.V.R. / inningen	Vastgest.recht '20	Inningen '20	%
Algemene ontvangsten	14.095.663	13.472.953	95,6%
BFMW	597.185	597.185	100,0%
Algemene administratie	1.665.455	1.341.880	80,6%
Privaat patrimonium	76.776	76.743	100,0%
Algemene diensten	439.130	436.653	99,4%
Energiefonds	23.380	11.690	50,0%
Voorschotten	51.461	10.535	20,5%
Sociale bijstand	14.656.241	11.011.416	75,1%
Rusthuizen	5.913.242	4.675.583	79,1%
Dienstencentra	180.083	120.295	66,8%
LOI	488.751	368.797	75,5%
Gezins- en bejaardenhulp	1.163.433	942.175	81,0%
Thuisbezorgde maaltijden	98.291	74.387	75,7%
Beroepsinschakeling/jobs	380.043	260.874	68,6%
Schuldbemiddeling	276.912	251.868	91,0%
Kuurinrichtingen	0	0	0,0%
Woningen voor bejaarden	267.754	198.350	74,1%
Ziekenhuis in vereffening	235.383	47.115	20,0%
Totale ontvangsten incl. I.F.	43.209.911	36.219.192	83,8%
Afgesloten dienstjaren	7.797.526	4.644.583	59,6%

Als de gegevens in een historisch perspectief worden geplaatst, valt op hoe moeilijk het is voor het OCMW om bepaalde ontvangsten in te vorderen, in het bijzonder de vastgestelde rechten van de afgesloten dienstjaren. Het percentage invordering op de afgesloten dienstjaren daalt sterk in 2020 als gevolg van de “bevriezing” van de vervolgingen, opgelegd door de verschillende overheden, alsook de lange onderbreking van de werking van de gerechtshoven in de loop van het jaar. Contentieuxdossiers die in de loop van het jaar op maturiteit zouden zijn gekomen (dagvaarding of oninvorderbaarstelling) werden zo in de tijd verlegd.

Voor sommige functies is de inningsgraad hoofdzakelijk verbonden met de snelheid waarmee de overheden hun subsidies uitbetalen.

Dat is in het bijzonder zo voor de sociale bijstand: als gevolg van de gebruikelijke voortijdige uitputting van zijn begroting betaalt de Staat zijn tussenkomst in het leefloon/Equivalent leefloon niet meer vanaf de maand november/december. Daarenboven leidt de toekenning van terugbetaalbare sociale bijstand vaak tot het afsluiten van aflossingsplannen die over meerdere jaren lopen.

Sommige realisatiegraden blijken in 2020 een stuk minder gunstig dan in het verleden en verdienen aandacht: het rusthuis, de Heuvel, gezinshulp. Het aanzienlijk hogere aantal sterfgevallen dat in 2020 werd opgetekend vermeerdert de moeizame invordering van de laatste facturen bij de families of erfgenamen. Daarnaast werden sommige begunstigden geconfronteerd met betalingsmoeilijkheden als gevolg van onvoorzien kosten die zij hebben moeten dragen (hygiëne/beschermingsmateriaal, geneesmiddelen,...).

Ontv: N.V.R. / inningen	R 17	R 18	R 19	R 20
Algemene ontvangsten	98,4%	98,0%	98,2%	95,6%
BFMW	61,2%	67,8%	100,0%	100,0%
Algemene administratie	66,1%	79,5%	89,5%	80,6%
Privaat patrimonium	100,0%	99,8%	100,0%	100,0%
Algemene diensten	100,0%	99,0%	99,6%	99,4%
Energiefonds	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%
Voorschotten	71,8%	42,6%	58,3%	20,5%
Sociale bijstand	86,7%	75,7%	76,7%	75,1%
Rusthuizen	84,7%	83,4%	82,9%	79,1%
Dienstencentra	72,6%	72,5%	71,6%	66,8%
LOI	70,8%	68,0%	71,1%	75,5%
Gezins- en bejaardenhulp	92,8%	94,6%	90,2%	81,0%
Thuisbezorgde maaltijden	83,7%	86,5%	76,1%	75,7%
Beroepsinschakeling/-jobs	67,0%	81,6%	63,5%	68,6%
Schuldbemiddeling	90,3%	90,2%	68,8%	91,0%
Kuuroorden				
Woningen voor bejaarden	68,4%	66,4%	52,2%	74,1%
Totale ontvangsten incl. I.F.	88,9%	85,2%	85,9%	83,8%
Afgesloten dienstjaren	64,9%	57,7%	69,1%	59,6%

5.3. De inning van vorderingen die het voorwerp uitmaken van een aflossingsplan

Volgende tabel illustreert de impact van de COVID-19-crisis op de inning van sommige vorderingen op de gebruikers. Het gaat om **schulden die de gebruikers terugbetaLEN** op een in de tijd gespreide wijze, in het algemeen binnen **het kader van een aflossingsplan** of als gevolg van het optreden van een gerechtsdeurwaarder.

De inning van de vorderingen (of hun oninvorderbaarstelling) is in 2020 significant vertraagd.

De kolom “Jaartal” geeft aan in welk dienstjaar de vordering op de gebruiker is “geboren”. De tabel herneemt de evolutie van het saldo van deze vorderingen, per “leeftijd”, voor de dienstjaren 2017 tot en met 2020. De laatste drie kolommen geven aan welk percentage van de vorderingen effectief wordt geïnd in de loop van het dienstjaar (of, desgevallend, als oninvorderbaar wordt beschouwd).

Het totale volume aan “oude” vorderingen die nog te innen zijn, is relatief stabiel (+/-1,3 miljoen €)....tot in 2020.

In 2019 reeds constateert men een sterke toename van de vastgestelde rechten die niet het jaar zelf worden geïnd (vet weergegeven rode cijfers). Dit fenomeen versterkt in 2020.

De inningsgraad inzake vorderingen op het voorgaande dienstjaar –de minst gecompliceerde om te innen- daalt van 50% naar 36% in 2020.

Eenzelfde vaststelling kan worden gemaakt voor de vorderingen van het dienstjaar -3, waar de innings-/oninvorderbaarheidsgraad zakt van 29% in 2019 naar 12% dit jaar. Terwijl men +/- 3 jaar moet rekenen vooraleer een dergelijk dossier op maturiteit komt (2 herinneringsbrieven + ingebrekestelling + eventuele dagvaarding).

Jaartal	Saldo 2017	Saldo 2018	Saldo 2019	Saldo 2020	Innings% 17-18	Innings% 18-19	Innings% 19-20
1980	16.183	16.183	16.183	16.183	0%	0%	0%
2001	843	843	843	807	0%	0%	4%
2002	2.455	125	5	5	95%	96%	0%
2003	0	0	0	0	0%	0%	0%
2004	3.358	3.358	3.357	2.537	0%	0%	24%
2005	9.868	5.057	4.631	4.228	49%	8%	9%
2006	7.895	7.695	6.532	6.532	3%	15%	0%
2007	16.705	11.654	9.820	9.591	30%	16%	2%
2008	49.995	44.628	39.244	35.370	11%	12%	10%
2009	35.053	18.444	13.257	10.026	47%	28%	24%
2010	28.549	18.887	11.534	10.819	34%	39%	6%
2011	49.770	42.146	38.330	35.234	15%	9%	8%
2012	53.131	48.185	37.857	37.115	9%	21%	2%
2013	133.938	117.085	52.132	46.278	13%	55%	11%
2014	157.847	130.094	94.765	83.769	18%	27%	12%
2015	159.524	130.705	96.132	83.939	18%	26%	13%
2016	271.651	214.004	156.487	138.144	21%	27%	12%
2017	371.846	195.754	147.451	130.102	47%	25%	12%
2018	0	312.296	157.098	125.625	0%	50%	20%
2019	0	0	429.890	276.192	0%	0%	36%
2020	0	0	0	467.740	0%	0%	0%
TOTAL	1.368.612	1.317.140	1.315.548	1.520.236	4%	0%	-16%

Op het vlak van de invordering van verschuldigde bedragen door de gebruikers heeft het OCMW in grote mate het beleid gevolgd dat geïmplementeerd werd door de verschillende regeringen ten opzichte van de laagste en/of kwetsbaarste inkomens: opschorting van de beslagen op loon en loonafstand, opschorting van de uitzettingen uit de woonst, betaalfaciliteiten inzake bancaire schulden of nog energiefacturen,... Wat de Ontvangerij betreft bleek het snel nutteloos –en zelfs contraproductief- om de inning van vorderingen te accentueren in de bijzondere COVID-context, temeer de behandeling van dergelijke dossiers door hoven en rechtbanken maandenlang is stilgelegd.

5.4. Toestand van de thesaurie

In 2020 heeft het OCMW geen toevlucht moeten nemen tot thesaurievoorschotten in het kader van het dagelijkse beheer van het Centrum.

De referentierentevoeten voor interbancaire transacties zijn in 2020 het hele jaar door negatief geweest en hebben de rendementen bepaald die de banken op thesauriebeleggingen aanbieden: nul.

Hierdoor werd elke inspanning tot een gediversifieerde beleggingspolitiek van de OCMW-thesaurie overbodig.

Daarentegen, de toepassing door de banken van negatieve creditrentevoeten op de thesaurie die we op de rekeningen aanhouden zal *de facto* kosten met zich meedragen voor het OCMW. Een dynamisch thesauriebeheer heeft de toepassing van deze kosten in 2020 kunnen vermijden. Vanaf 2021 echter hebben de banken de limietbedragen die vrijgesteld zijn van de toepassing van de negatieve creditrente neerwaarts herzien.

Het zal in de toekomst onmogelijk zijn om deze kosten te vermijden.

6. Evolutie van de uitgaven inzake sociale bijstand

6.1. Evolutie van de bruto-uitgaven inzake sociale bijstand

<i>Evolutie van sociale bijstand (k€)</i>	R 13	R 14	R 15	R 16	R 17	R 18	R 19	R 20	%	% 19-20
BRUTO uitgaven										
LEEFLOON 65%	4.109	4.653	5.064	6.223	7.944	8.612	9.138	9.894	13%	8%
Equivalent leefloon	1.604	1.785	1.269	1.186	1.237	1.251	1.221	1.229	-4%	1%
Sociale bijstand in cash	175	146	121	137	183	299	247	190	1%	-23%
Sociale bijstand in natura	63	49	54	66	66	99	115	111	8%	-3%
Gezondheidsverzekering	24	49	25	12	9	14	19	16	-6%	-20%
Energie	82	41	26	21	20	58	69	102	3%	47%
Transportkosten	5	6	4	7	25	36	43	37	35%	-13%
Begrafeniskosten	18	12	15	11	7	15	7	25	5%	258%
Huurwaarborgen	60	73	72	91	23	22	28	26	-11%	-8%
Woonkosten rusthuis - Sint-Lambertus	85	76	93	105	153	332	392	465	27%	19%
Woonkosten rusthuis - extra muros	610	762	725	890	810	953	957	814	4%	-15%
Hospitalisatiekosten	93	76	44	65	74	79	93	87	-1%	-7%
Tussenkomst in de huurkosten	47	43	41	45	43	45	43	36	-3%	-16%
Thuisdiensten	6	12	8	8	4	9	8	12	10%	40%
Gezondheidszorg/medicatie	224	243	180	237	351	373	487	480	12%	-1%
Opvangtehuizen	34	34	37	14	12	14	14	5	-25%	-68%
COVID-19 hulp in cash								432		
COVID-19 hulp in natura								45		
Subtotaal	1.526	1.621	1.446	1.708	1.780	2.348	2.523	2.884	10%	14%
TOTAAL	7.239	8.059	7.779	9.117	10.961	12.211	12.882	14.008	10%	9%
TOTAAL excl. COVID	7.239	8.059	7.779	9.117	10.961	12.211	12.882	13.531	9%	5%

Bovenstaande tabel illustreert de bruto uitgavenstromen, namelijk: zonder rekening te houden met de terugbetalingen door de Staat (leefloon), de cliënten en/of de alimentatieplichtigen.

De tabel laat adlus toe om het volume aan sociale activiteit van het OCMW te meten via de financiële stromen, alsook de omvang van de behoeften van de bevolking die het OCMW bedient.

De vaststellingen die onder punt 1 van deze nota worden opgeliist worden bevestigd: in de loop van de laatste 7 jaar zijn de uitgaven inzake leefloon gestegen met gemiddeld 13% per jaar (exclusief equivalent leefloon). De sociale bijstand op eigen middelen, van zijn kant, stijgt met gemiddeld 10% per jaar in deze zelfde periode.

Verschillende types sociale bijstand vertonen –bovenop het leefloon- een aanzienlijk volume en/of groei in de laatste jaren. Zij zijn alle verbonden met het invullen van **basisbehoeften**:

- het (financiële) minimum om van te leven: leefloon – sociale bijstand in cash en in natura (betaling van leveranciers);
- het ten laste nemen van de rusthuisfactuur van bejaarden die niet over voldoende middelen beschikken om die factuur alleen te dragen;
- de zorgkost (hospitalisatie- en apotheekkosten).

Het jaar 2020 is atypisch in die zin dat de ontvangen subsidiëring in het kader van COVID-19 ons toegelaten hebben mensen te helpen die zich voorheen niet tot het OCMW richtten en/of de reeds toegekende bijstand te versterken (lijnen “COVID-19” in bovenstaande tabel).

Daarentegen, de versnelling van de overlijdens en de opnamestop in de rusthuizen gedurende verscheidene maanden hebben als gevolg gehad dat het ten laste nemen van rusthuiskosten door het OCMW sterk is afgangen, in het bijzonder op het vlak van de ‘extra muros’- huisvesting.

De strikte lockdown van het eerste semester 2020 heeft de ontvangen hulpaanvragen enigszins afgeremd (daling van de meeste specifieke vormen van sociale bijstand: huurlasten, huurwaarborgen, transportkosten), maar de blootstelling van ons publiek aan onverwachte uitgaven of een daling van de inkomsten is duidelijk merkbaar aan de stijging van een aantal specifieke bijstandsvormen, ook al zijn de betrokken bedragen gering: energie (+47%), begrafenislasten (+260%), thuisdiensten (+40%).

Een zeker optimalisatie is opgetreden tussen de ‘klassieke’ bijstand in cash/natura (toegekend op eigen kosten) en de gesubsidieerde bijstand van eenzelfde type. Men dient de “COVID-19”-lijnen uit de tabel samen met de bedragen die voorkomen op de eerste twee lijnen te beschouwen, om zich een idee te vormen van de sterke toename van deze hulpvormen in 2020.

6.2. Evolutie van de netto-uitgaven inzake sociale bijstand

Onderstaande tabel drukt de nettokost uit van verschillende types sociale tussenkomsten (sociale uitgave –terugbetalingen). Het gaat uiteraard om de directe ‘nettokerst’, zonder rekening te houden met afgeleide kosten zoals deze van het sociale en administratieve personeel, de briefwisselingskosten, IT-lasten enz.

<i>Evolutie van sociale bijstand (k€)</i>	R 13	R 14	R 15	R 16	R 17	R 18	R 19	R 20	%	% 18-19
<i>uitgaven- terugvordering begunstigen</i>										
LEEFLOON 65%	1.991	1.844	2.092	2.498	2.780	2.584	2.741	2.868	5%	5%
Sociale bijstand in cash	83	71	52	68	126	206	192	159	10%	-17%
Sociale bijstand in natura	53	40	29	35	53	87	101	102	10%	1%
Gezondheidsverzekering	24	48	21	9	8	13	19	15	-7%	-22%
Transportkosten	5	4	3	6	23	27	30	29	30%	-5%
Begrafeniskosten	18	12	15	11	6	15	6	25	5%	317%
Woonkosten rusthuis - Sint-Lambertus	54	63	50	61	86	35	30	71	4%	136%
Woonkosten rusthuis - extra muros	352	429	220	258	7	-15	121	68	-21%	-44%
Hospitalisatiekosten	52	63	41	52	67	71	88	75	5%	-15%
Tussenkomst in de huurkosten	41	29	21	23	27	33	14	25	-6%	84%
Thuisdiensten	6	12	8	5	3	9	8	12	11%	40%
Gezondheidszorg/medicatie	164	177	157	125	251	291	392	358	12%	-9%
Opvangtehuizen	34	26	32	13	12	14	14	5	-25%	-68%
Subtotaal	884	973	649	667	667	787	1.015	942	1%	-7%
Subtotaal excl. rusthuisen	478	482	378	347	574	768	865	803	8%	-7%
TOTAAL	2.875	2.817	2.741	3.165	3.448	3.371	3.757	3.810	4%	1%
Totaal excl. rusthuisen	2.470	2.326	2.470	2.845	3.355	3.352	3.606	3.671	6%	2%

Opmerking: we hebben in 2017 en 2018 aanzienlijke bedragen teruggevorderd inzake pensioenontvangsten van bejaarden die op last van het OCMW ‘extra muros’ gehuisvest worden (alsook, in 2018, van personen die gehuisvest zijn in het Sint-Lambertustehuis). In het verleden werden deze bedragen niet alle in de boekhouding ingeschreven. De regularisatie

beïnvloedt de netto kost van 2017 en 2018 alsook de berekende groeivoeten. Daarom geven we een extra totaallijn weer die uitsluiting maakt van dit fenomeen.

De sociale bijstand inzake de betaling van energiefacturen wordt integraal verhaald op de overeenstemmende subsidie, bij beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn in 2017. Deze uitgaven zijn op die manier volledig geneutraliseerd in de rekening.

De sociale bijstand die wordt toegekend in het kader van COVID wordt integraal ten laste genomen door de overeenstemmende subsidies; zij genereren geen nettokosten (...maar wel administratieve kosten, uiteraard).

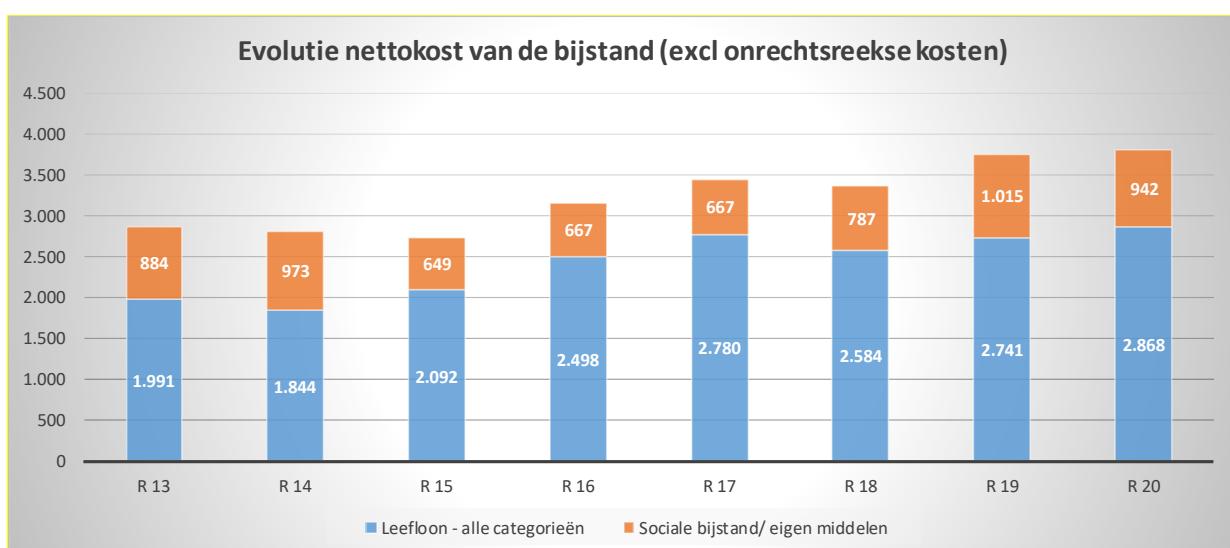
De financiële stromen met betrekking tot het equivalent leefloon zijn niet in de tabel opgenomen; deze worden voor 100% terugbetaald door de Staat.

Globaal:

- de netto kost van het **leefloon** –een kost waarop het OCMW geen enkel vat of invloed heeft en die slechts gedeeltelijk wordt gedekt door de terugbetalingen van de POD-MI– bedraagt 2,87 miljoen € in 2020, een bedrag dat overeenstemt met **22% van de gemeentetoeleg**. Nog steeds zonder rekening te houden met de onrechtstreekse kosten verbonden met het beheer van dergelijke dossiers;
- de **netto kost van het leefloon** neemt af in 2018, als gevolg van de stijging van de tussenkomst van de Staat (van 65% naar 70%) en de subsidiëring van de GPMI die met de meeste leefloon-dossiers gepaard gaan...maar stijgt opnieuw in 2019 tot op hetzelfde niveau van vóór de opwaardering van de overheidsfinanciering. **In 2020** heeft de Staat de OCMW's een verhoging toegekend van 15% van de terugbetalingen voor de nieuwe leefloners. Dit fenomeen verklaart waarom de nettokost van het leefloon slechts met 5% toeneemt terwijl de bruto-aangroei van deze uitgaven 8% berdaagt.

Volgende grafiek illustreert de evolutie van de nettokost van de sociale hulp (leefloon en sociale bijstand op eigen middelen) over de laatste 8 dienstjaren heen.

Er blijkt duidelijk dat de groei van de budgettaire last van het sociale beleid hoofdzakelijk afkomstig is van de toename van het leefloon.



7. *Algemene conclusie*

Het boekhoudkundige overschot van 359.114,80€ van de rekening 2020 dient in de juiste context begrepen te worden.

Het resultaat is de weerspiegeling van de activiteit van het OCMW die sterk beïnvloed is geweest door het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19 en dient, bijna per definitie, als een uitzonderlijk jaar te worden beschouwd.

De impact van de maatregelen op het vlak van de lockdown, de maandenlange sluiting van sommige diensten, de stijging van de overlijdens in het rusthuis die niet opgevangen konden worden door nieuwe opnames,... hebben gezorgd voor enerzijds een aanzienlijke daling van de facturatieontvangsten en anderzijds voor belangrijke meerkosten inzake loonlasten (tijdelijke "COVID"-aanwervingen), werkingskosten en sociale bijstand.

De toekenning door de Staat en de deelstaten van uitzonderlijke subsidies hebben het mogelijk gemaakt om een meerderheid van deze effecten op te vangen en latens tevens toe om sociale behoeften die zich in 2021 zullen manifesteren of handhaven op te vangen.

Een reeks uitgaven die niet door de subsidies worden gedekt hebben een aanpassing van 738.660,40€ op de gemeentetolage vereist, gespreid over twee begrotingswijzigingen.
